

SCI BALZAC

DOSSIER DE DÉCLARATION AU TITRE DE LA RÉGLEMENTATION SUR LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



Juillet 2023

Dossier n°22-080VB



SOMMAIRE

1	FORMULAIRE DE DÉCLARATION.....	1
2	RIDET.....	5
3	PLAN DE LOCALISATION.....	7
4	PLANS D'ENSEMBLE.....	9

1

FORMULAIRE DE DÉCLARATION

Imprimer

Réinitialiser

Réf : F15024.04

Direction du développement durable
des territoires (DDDT)
Centre administratif de la province Sud
(CAPS)

Artillerie - 6, route des Artifices
Baie de la Moselle
BP L1, 98849 Nouméa cedex

Tél. 20 34 00 - Fax 20 30 06
3dt.contact@province-sud.nc

FORMULAIRE DE DÉCLARATION AU TITRE DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX ICPE

(Articles 414-1 et suivants du code de l'environnement de la province Sud)

ATTENTION

Dossier établi en deux (2) exemplaires papier accompagnés d'une (1) version numérique à déposer contre
récépissé de dépôt ou à envoyer par lettre recommandée avec accusé de réception
à l'attention de la présidente de l'Assemblée de province.

Direction du développement durable des territoires
Service de Gestion et de Préservation des Ressources (SGPR)
Centre administratif de la province Sud
Pour tout renseignement, contacter le SGPR
Tél : 20 34 00 Email : 3dt.contact@province-sud.nc

Tout dossier incomplet ne sera pas retenu.

La liste des pièces constitutives du dossier est disponible à la fin du présent formulaire (page 4).

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Numéro de dossier : _____ Date de réception : |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

Déclaration jugée : ☐ Complète ☐ Incomplète

Inspecteur : _____

* **EXPLOITATION CONCERNÉE** : Bâtiment d'archivage de la SCI BALZAC _____

LOCALISATION DE L'INSTALLATION

* Commune : Dumbéa _____

* Zone PUD : UAEa - Zone urbaine d'activités économiques artisanales _____

* N° rue / N° lot et nom lotissement : Section PANDA T2.1 _____

Lots 8 & 9 (ex lots 132B/437, ex lot 533) – îlot 110

* Références cadastrales : NIC : 445223-1893 _____

* Coordonnées du centre de l'installation (RGNC 91-93, projection Lambert NC) :

X : 445197 _____

Y : 223842 _____

IDENTITÉ DU DÉCLARANT

☐ Vous êtes un particulier

* Civilité : ☐ Madame ☐ Monsieur

* Nom de famille : _____ Nom de naissance : _____

* Prénom(s) : _____

* Nationalité : _____

* Qualité du déclarant : _____

☒ Vous êtes une personne morale

* Raison sociale : SCI BALZAC

Dénomination commerciale : _____

* Forme juridique : SCI

* Adresse du siège social : 44 avenue de la Baie de Koutio Ducos 98800 Nouméa

* ☒ N° de Ridet ☐ N° RC ☐ N° RM ☐ N° RA : 1 056 191.001

☐ Aucun numéro attribué

Représentant légal (signataire de la déclaration)

* Civilité : ☐ Madame ☒ Monsieur

* Nom de famille : Taïeb Nom de naissance : _____

* Prénom(s) : Alain

* Nationalité : Française

* Qualité du signataire : Gérant

Responsable du suivi du dossier (si différent du signataire)

* Civilité : ☐ Madame ☒ Monsieur

* Nom de famille : Alcaina Nom de naissance : _____

* Prénom(s) : Bastien

* Fonction : Responsable de projet

COORDONNÉES DU REPRÉSENTANT LÉGAL

* Adresse de correspondance : MOBILITAS – 14 Rue Denis Papin

Complément d'adresse : _____

Boîte postale : _____

* Commune : Beauchamp

* Code postal et libellé : 95250

* Pays : France

* Téléphone (fixe et/ou mobile) : _____

* Courriel : bastien.alcaina@infrastructures.mobilitas.org Fax : _____

COORDONNÉES DU RESPONSABLE DU SUIVI DU DOSSIER (si différent du signataire)

* Adresse de correspondance : _____

Complément d'adresse : _____

Boîte postale : _____

* Commune : _____

* Code postal et libellé : _____

* Pays : _____

* Téléphone (fixe et/ou mobile) : _____

* Courriel : _____ Fax : _____

Direction du développement durable des
territoires (DDDT)

6, route des Artifices

BP L1, 98849 Nouméa cedex

Tel : 20 34 00 – Fax 20 30 06

3dt.contact@province-sud.nc

* ACTIVITÉ FAISANT L'OBJET DE LA DÉCLARATION

Nature et volume des activités	Rubrique de la nomenclature associée	Classement D : régime de déclaration NC : activité non classée
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des -) Le volume de stockage est de 28 400 m3.	1510	Déclaration

INFORMATIONS IMPORTANTES

1. Si la présidente de l'assemblée de province ou son représentant estime que l'installation projetée ne figure pas dans la nomenclature des installations classées ou relève du régime de l'autorisation ou de l'autorisation simplifiée, elle en avise l'intéressé.
2. Si elle estime que la déclaration est, en la forme, irrégulière ou incomplète, la présidente de l'assemblée de province invite le déclarant à régulariser ou à compléter sa déclaration dans un délai qu'elle fixe.
À défaut de régularisation dans ce délai, qui peut être éventuellement prolongé, il n'est pas donné suite à la déclaration.

FINALISATION DE LA DÉCLARATION

* J'accepte que la décision de l'administration et les courriers susceptibles de m'être adressés dans le cadre de l'instruction de ma déclaration (demande de compléments, récépissé de déclaration...) me soient notifiés par voie électronique à l'adresse mail suivante bastien.alcaina@infrastructures.mobilitas.org

et m'engage à transmettre un accusé de réception électronique ainsi qu'un accusé de lecture :

☒ Oui ☐ Non

✓ J'atteste avoir pris connaissance des pièces constitutives du dossier énumérées en page 4 du présent formulaire.

* Fait à Nouméa, le (jj/mm/aaaa) 11/07/2023

* Signature du déclarant :


Insérer une signature

Toute déclaration fausse ou mensongère est passible des peines prévues par l'article 441-7 du code pénal (un an d'emprisonnement et 1 789 900 F d'amende)

*Champs obligatoires

Direction du développement durable des
territoires (DDDT)
6, route des Artifices
BP L1, 98849 Nouméa cedex
Tel : 20 34 00 – Fax 20 30 06
3dt.contact@province-sud.nc

Envoyer

2

R I D E T

SITUATION AU REPERTOIRE RIDET

A la date du lundi 24 avril 2023

BALZAC
BP 958
98845 NOUMEA CEDEX

Situation de l'entreprise

Inscrite, immatriculée au Ridet depuis le 23/03/2011

Numéro RID

1 056 191

Désignation

BALZAC

Sigle, Nom commercial

Forme juridique

Société civile immobilière

Situation de l'établissement

Immatriculé le 23/03/2011, déclaré actif au 15/03/2011

Numéro RIDET

1 056 191.001

Enseigne

Adresse

44 avenue de la Baie de Koutio
Zone Industrielle de Ducos
Nouméa

Activité principale exercée (APE)

Gestion de biens et droits immobiliers à usage de commerce,
industriel, artisanal

Code APE

68.32A *Administration d'immeubles et autres biens immobiliers*

Activités secondaires éventuelles

IMPORTANT

Le numéro Ridet doit obligatoirement figurer sur toute correspondance de l'entreprise.

En cas de modification (adresse, activité, statut, raison sociale ...) ou désaccord avec l'un des renseignements portés sur cet avis, contactez le centre de formalités des entreprises dont vous dépendez (CCI, CMA ou Chambre d'agriculture).

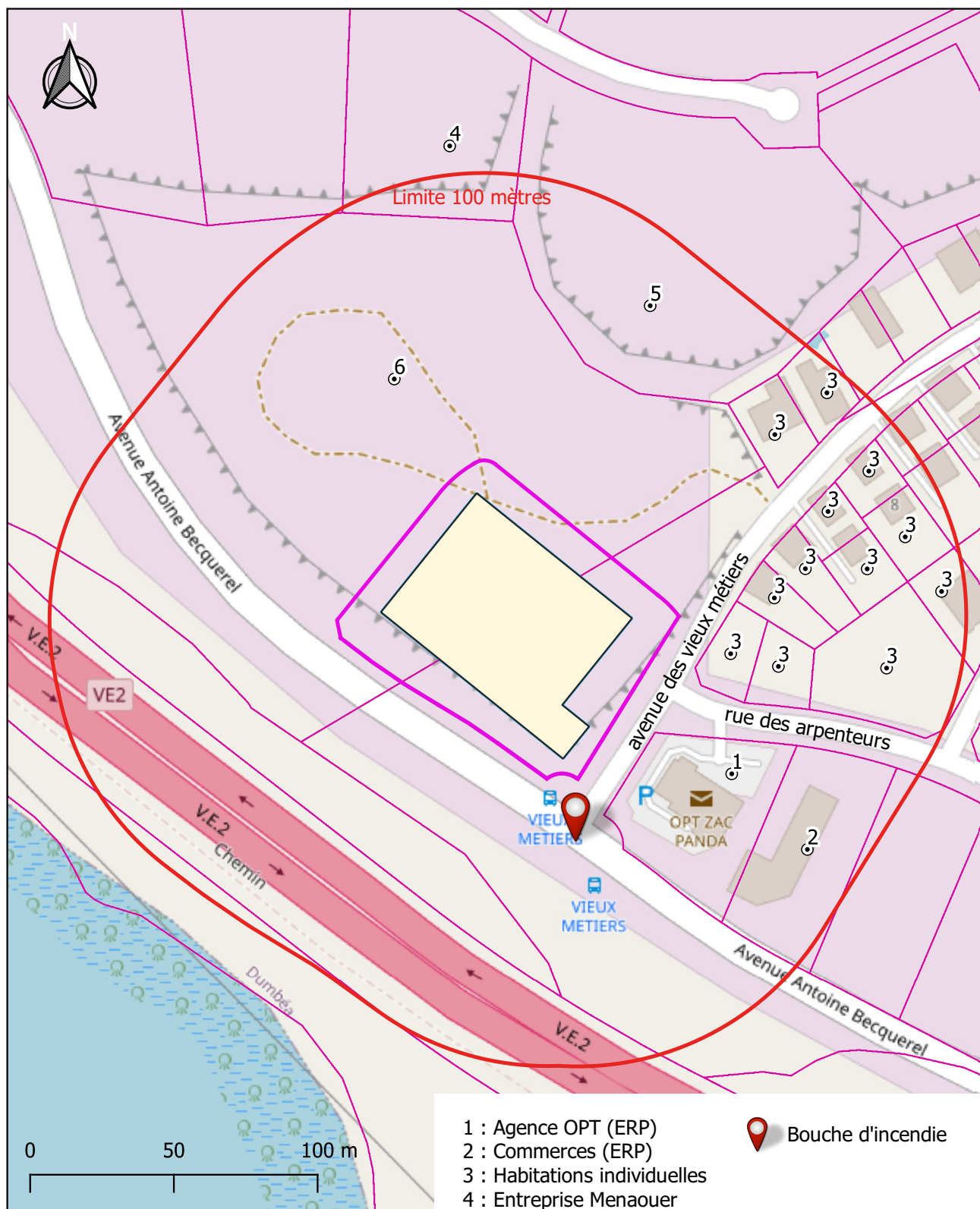
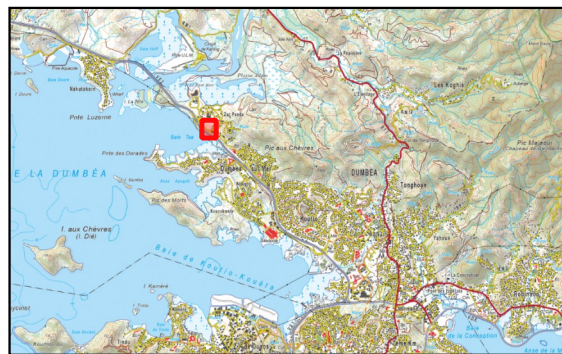
Aucune valeur juridique n'est attachée à l'avis de situation. À l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code d'Activité Principale Exercée (APE), n'ont de valeur que pour les applications statistiques. Ce code APE est attribué par l'Isee, selon la Nomenclature des Activités Françaises applicable en Nouvelle-Calédonie.

3

PLAN DE LOCALISATION


Dock de Stockage ZAC Panda

Plan de localisation



Echelle : 1 / 2 000

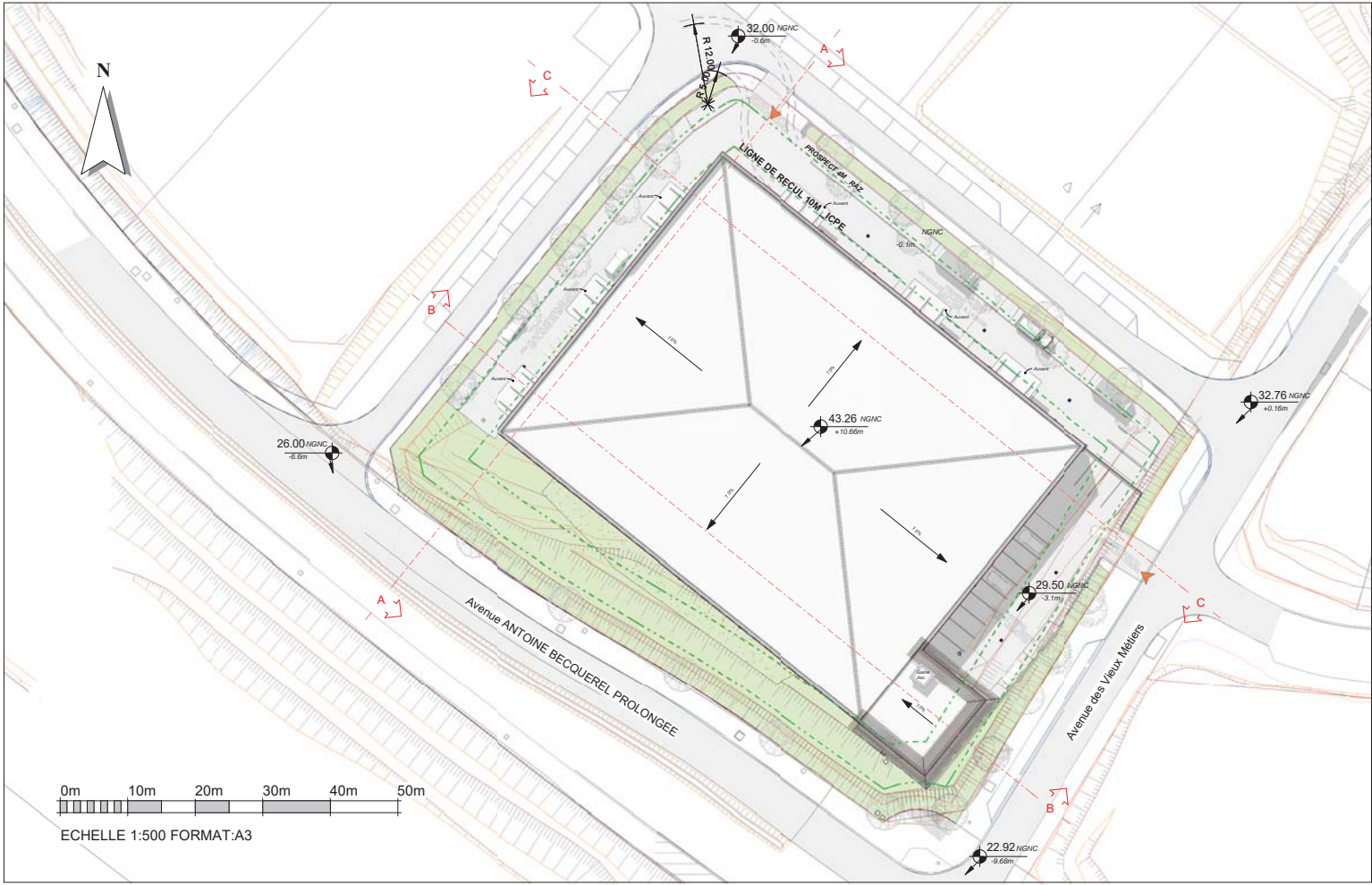
- 1 : Agence OPT (ERP)
- 2 : Commerces (ERP)
- 3 : Habitations individuelles
- 4 : Entreprise Menaouer
- 5 : Les bétons du Pacifique
- 6 : Sans affectation

 Bouche d'incendie

4

PLANS D'ENSEMBLE

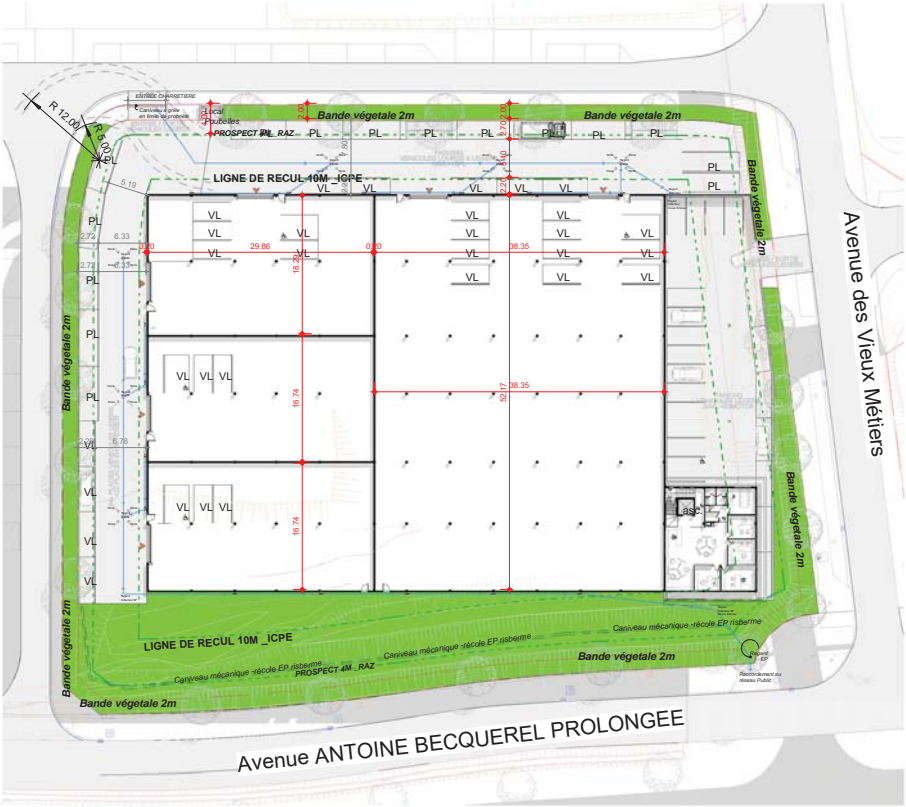
[illegible]



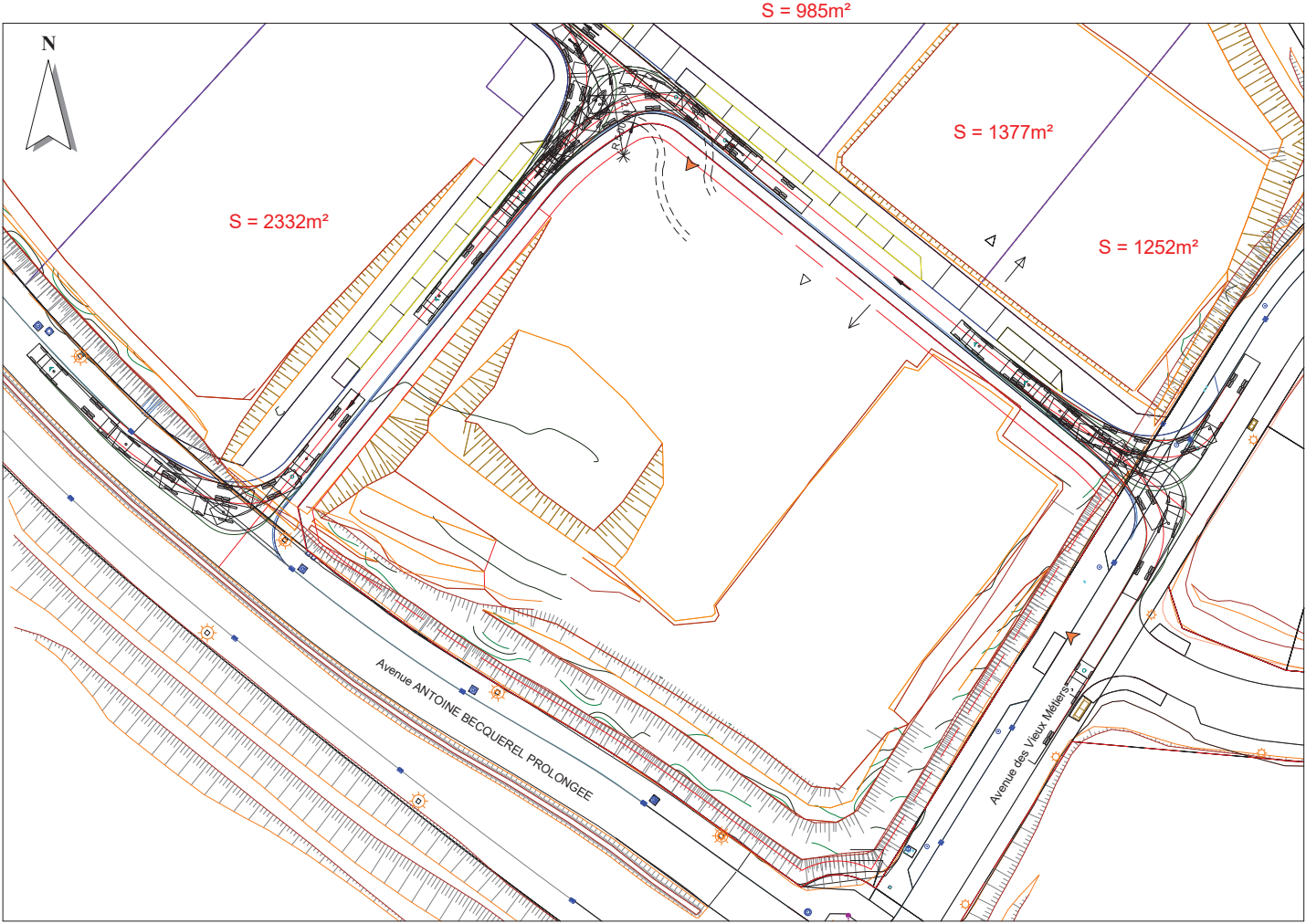
PLAN DE MASSE



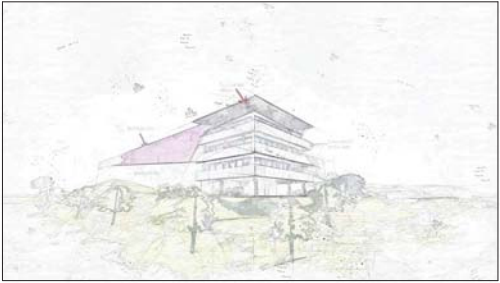
PLAN DE SITUATION



SCHEMA ESPACES VERTS



PLAN DES TERRASSEMENTS VRD (SECAL)



SCI BALZAC

Réalisation d'un dock artisanal et d'entrepot avec bureaux

Lot 533
Surface 73a 60ca
Zone urbaine ZUA Ea
ZAC PANDA
Commune de Dumbéa
Province Sud
Nouvelle Calédonie

Plan de masse



L'ensemble des documents graphiques sont la propriété de leur auteur, aucune utilisation ou modification pour un autre usage sans son autorisation. Les plans architecturaux ne peuvent en aucun cas être utilisés comme plans d'exécution pour la réalisation de travaux et les éléments structurels et les dimensions qui y sont indiqués doivent être déterminés par calcul, les plans techniques, tous éléments de l'auteur sont réservés.

T. Gallouze
S. Beraha & C. Bruges
Comme Indiqué
14 Avril, 2023

Conçu par	Indice
Vérifié par	PC
Echelle	A
Date	01
Phase	Format A1



SHOB Projet 4.063,6m²
SHON Projet 4.063,6m²

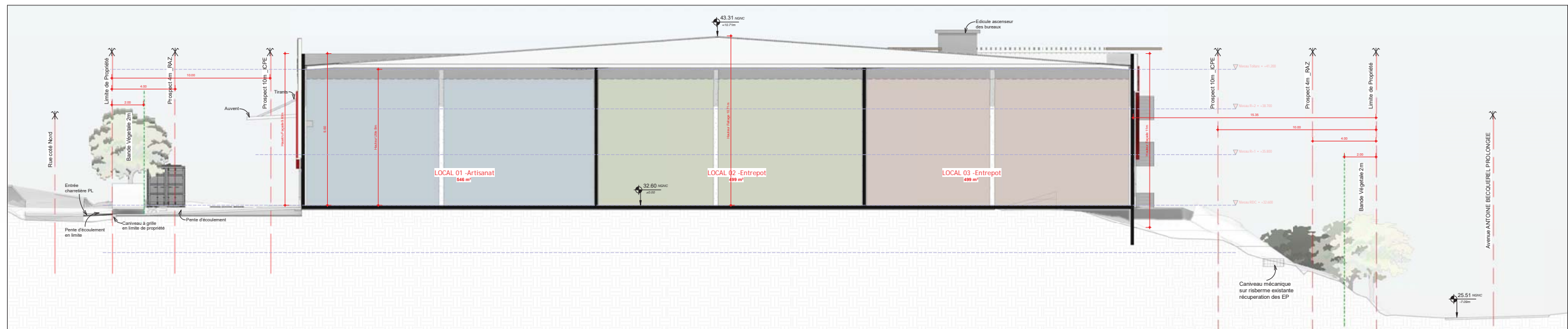


Réalisation d'un dock artisanal et d'entrepot avec bureaux

Lot 533
Surface 73a 60ca
Zone urbaine ZUA6a
ZAC PANDA
Commune de Dumbéa
Province Sud
Nouvelle Calédonie

Vue en plan NIV RDC,R+1 & R+2_Accès Pkg PL & Exploitation





SCI BALZAC

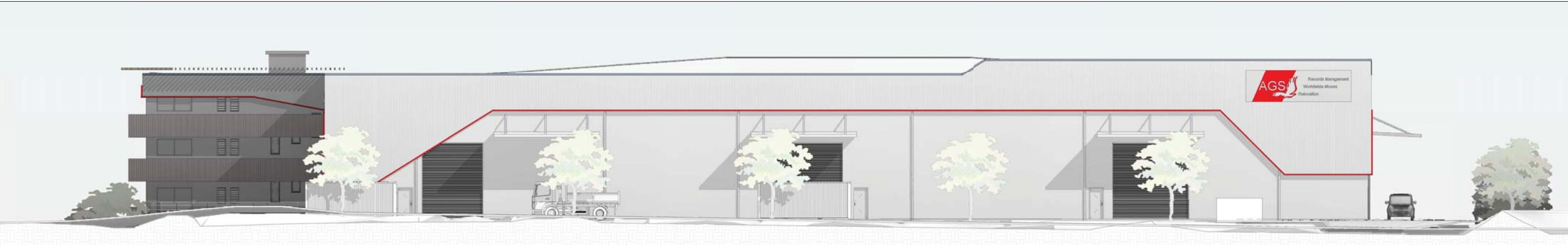
Réalisation d'un dock artisanal et d'entrepôt avec bureaux

Lot 533
surface 73a 60ca
urbaine ZUA Ea
ZAC PANDA
commune de Dumbéa
Province Sud
Nouvelle Calédonie

oupes



conçu par	A. Oesterlin	
dirigé par	S. Beraha & C. Bruges	
échelle	1 : 100	
date	14 Avril, 2023	
phase	Index	
PC	A	04



Façade Nord-Est



Façade Sud-Ouest



Perspective de Compréhensions Angle Nord

Perspective de Compréhensions depuis Angle SUD
l' Avenue ANTOINE BECQUEREL PROLONGEE

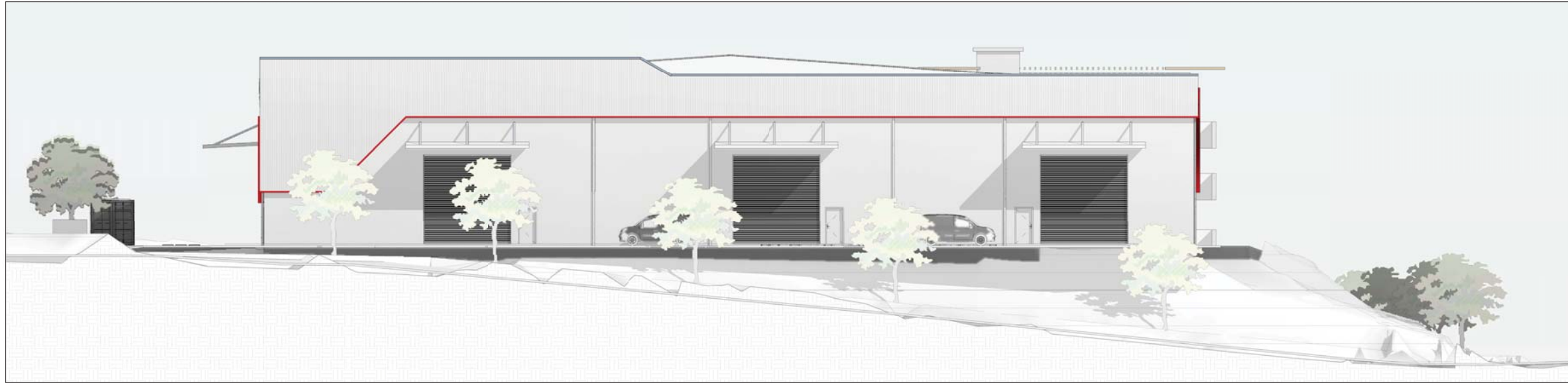


SCI BALZAC

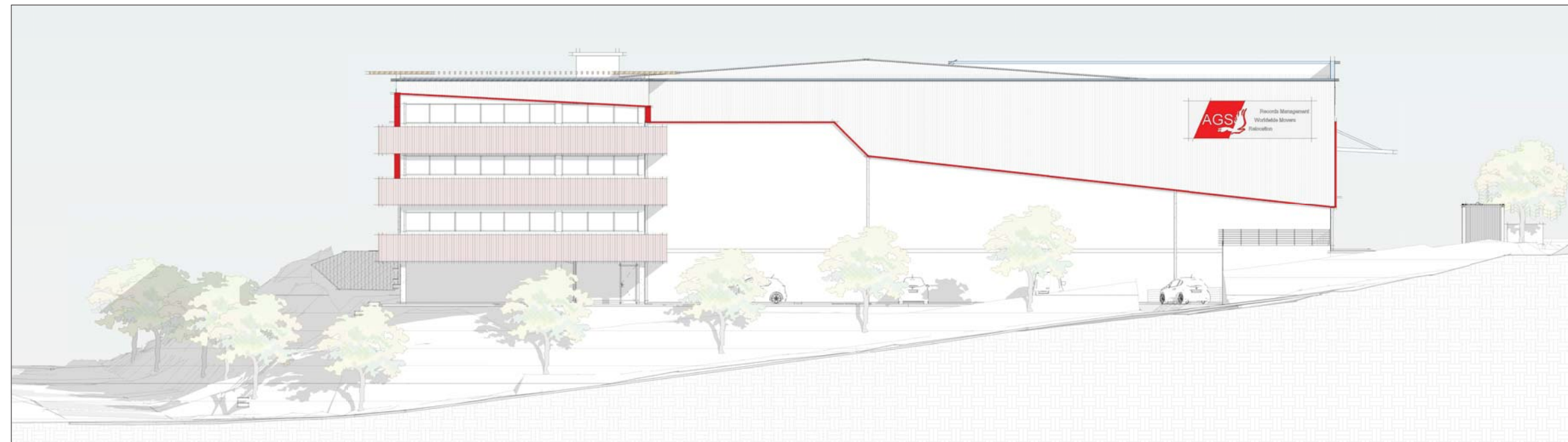
Réalisation d'un dock
artisanal et d'entrepot avec
bureaux

Lot 533
Surface 73a 50ca
Zone urbaine ZUA
ZAC PANDA
Commune de Durnaya
Province Sud
Nouvelle Calédonie

Façades



Façade Nord-Ouest



Façade Sud-Est



Perspective de Compréhensions Angle Est



SCI BALZAC

Réalisation d'un dock artisanal et d'entrepôt avec bureaux

Lot 533
Surface 73a 60ca

Zone urbaine ZUA Ea
ZAC PANDA

Commune de Dumbéa
Province Sud
Nouvelle Calédonie

Noting the Commission		
-----------------------	--	--

acades

ayudado

Façades



ANNEXES

1. Analyse de la conformité avec la délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 (rubrique n° 1510)
2. Notes de calcul FLUMilog
3. Plan des réseaux
4. Fiche technique barrière de rétention manuelle
5. Note de calcul séparateur à hydrocarbures
6. Note de calcul D9 - quantité d'eau d'extinction
7. Plan des moyens de lutte contre l'incendie

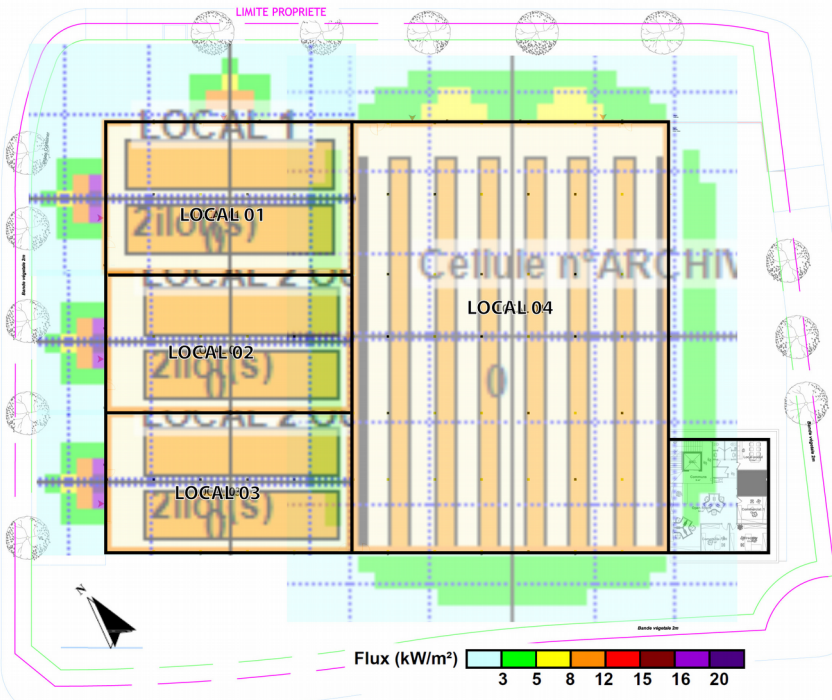
ANNEXE 1

Analyse de la conformité avec la
délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC
(rubrique 1510)

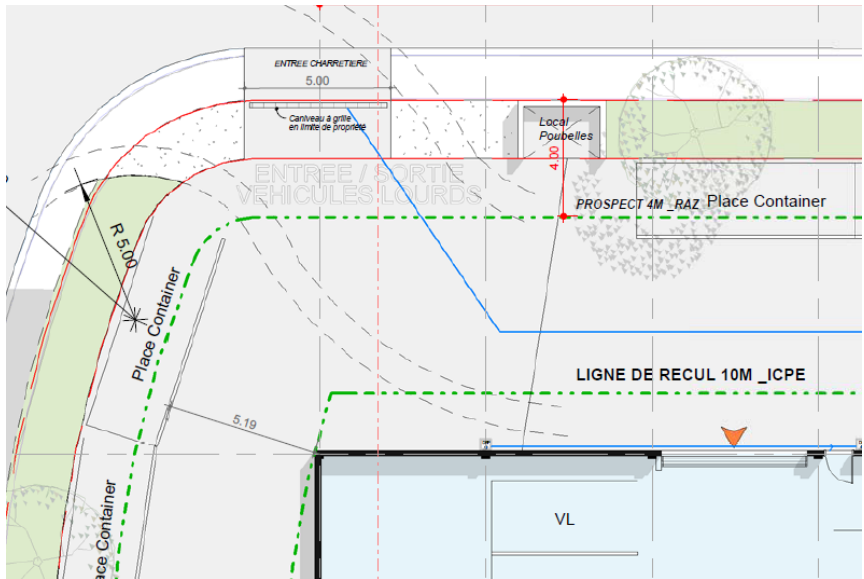
Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
ANNEXES TECHNIQUES		
1.1 Conformité de l'installation à la déclaration L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions de la présente délibération	Pour info	L'installation sera conforme aux dispositions du présent arrêté.
1.2. Modifications Toute modification envisagée par l'exploitant doit faire l'objet de la procédure prévue à l'article 415-5 du code de l'environnement. Tout transfert d'une installation sur un autre emplacement doit faire l'objet de la procédure prévue à l'article 415-4 du même code.	Pour info	
1.3 Contenu du dossier Le contenu du dossier doit être conforme au code de l'environnement de la province Sud.	Pour info	
1.4. Dossier installation classée L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • le dossier initial, • les plans tenus à jour, • le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation simplifiée et les prescriptions générales, • les arrêtés ou délibérations de la province Sud relatives à l'installation concernée, prises en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a, • les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les 	Pour info	Le dossier sera tenu à jour par l'exploitant

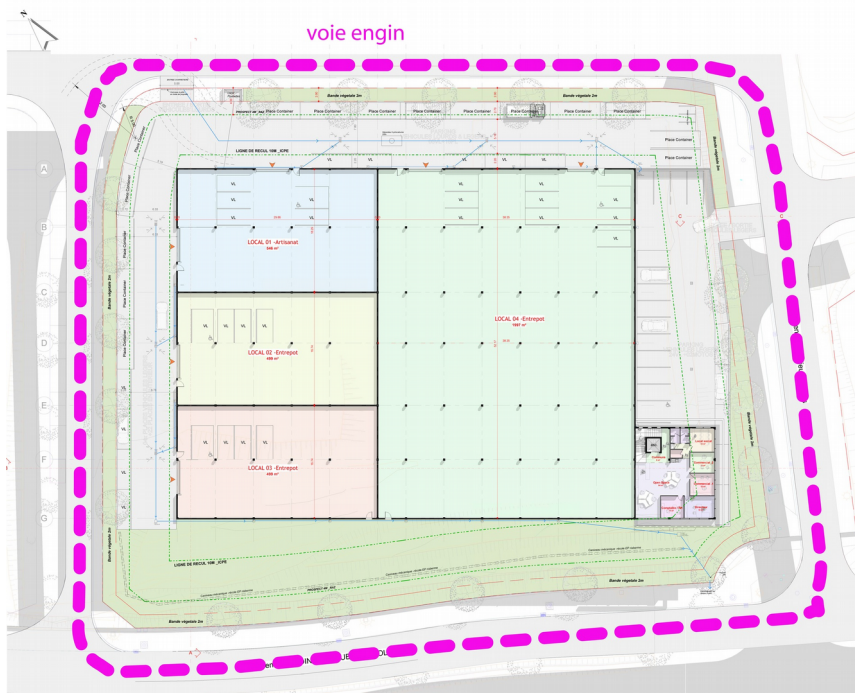
Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
rapports des visites, <ul style="list-style-type: none"> les documents prévus au titre des points 3.3, 3.5, 3.6, 4.3 ,5.1, 5.8, et 7.2 de la présente délibération. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.		
1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant de l'installation est tenu de respecter les dispositions de l'article 416-3 du code de l'environnement.	Pour info	
1.6. Changement d'exploitant Le changement d'exploitant se fait dans les conditions prévues à l'article 415-6 du code de l'environnement.	Pour info	
1.7. Cessation d'activité lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée ou autorisée, l'exploitant se conforme aux dispositions des articles 415-9, 415-10 et 415-12 du code de l'environnement.	Pour info	
1.8. Entraînement des poussières et de boue Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement; etc.) et convenablement nettoyées ; les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; les surfaces où cela est possible sont engazonnées. 	Conforme	Les voies de circulation seront revêtues. Les délaissés seront traités en espace vert.

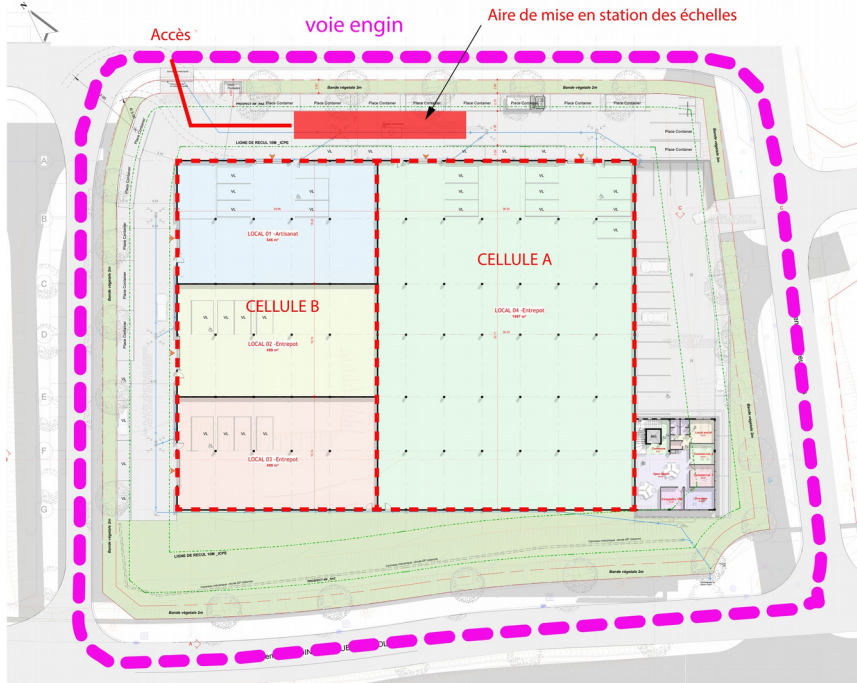
Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet															
	Conformité	Commentaires														
<p>1.9. Intégration dans le paysage</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation ...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>	Conforme	<p>L'établissement sera régulièrement nettoyé par un prestataire de service.</p> <p>Les espaces verts seront entretenus par une société spécialisée.</p>														
<p>ARTICLE 2. RISQUES</p> <p>2.1 Implantation</p> <p>2.1.1 Règles l'implantation des entrepôts soumis à déclaration</p> <p>Les parois extérieures des cellules de l'entrepôt, ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance minimale égale à 1,5 fois la hauteur et au minimum à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement.</p> <p>Cette distance peut être ramenée à la hauteur du bâtiment si les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'installation est séparée des limites de propriété par un dispositif séparatif E 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site en toutes circonstances ; l'installation est équipée d'un système d'extinction automatique ou d'un rideau d'eau ; les éléments de démonstration du respect des normes en vigueur les concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. 	Conforme	<p>Les distances de perception des effets thermiques autour du bâtiment ont été modélisées avec le logiciel FLUMILOG V5.6.1.0 (outil de calcul V5.61).</p> <p>L'objectif de ces modélisations est de déterminer les distances de perception des flux thermiques de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 5 kW/m² pour le seuil des effets létaux délimitant la zone des dangers graves pour la vie humaine ; 3 kW/m² pour le seuil des effets irréversibles délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine. <p>Les notes de calcul des distances d'effets sont annexées au présent document Le tableau ci-dessous présente les distances maximales des effets thermiques d'un incendie se produisant dans une des cellules suivantes ;</p> <table> <tr> <th rowspan="2"><i>distances (mètres)</i></th><th colspan="2">Flux thermique</th></tr> <tr> <th>3 kW/m²</th><th>5 kW/m²</th></tr> <tr> <td>Archives</td><td>6,2</td><td>3,8</td></tr> <tr> <td>Déménagement</td><td>7,7</td><td>6,2</td></tr> <tr> <td>Locataires</td><td>7,7</td><td>6,2</td></tr> </table>	<i>distances (mètres)</i>	Flux thermique		3 kW/m ²	5 kW/m ²	Archives	6,2	3,8	Déménagement	7,7	6,2	Locataires	7,7	6,2
<i>distances (mètres)</i>	Flux thermique															
	3 kW/m ²	5 kW/m ²														
Archives	6,2	3,8														
Déménagement	7,7	6,2														
Locataires	7,7	6,2														

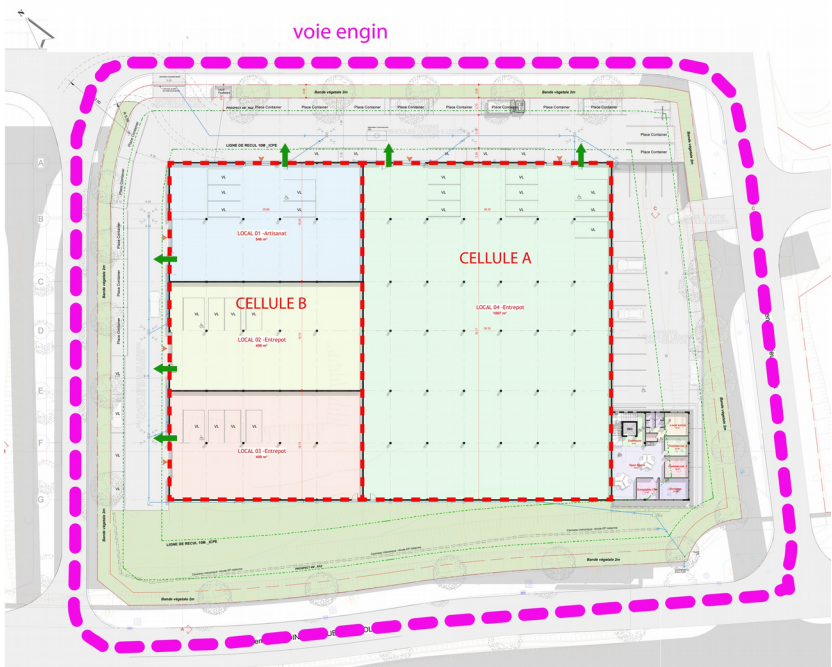
Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
		<div></div> <p>Conclusion</p> <p>On constate sur les plans ci-dessus que pour les modélisations d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">les flux thermique de 3 et 5 kW/m² ne sont pas perçus hors des limites de l'établissement.

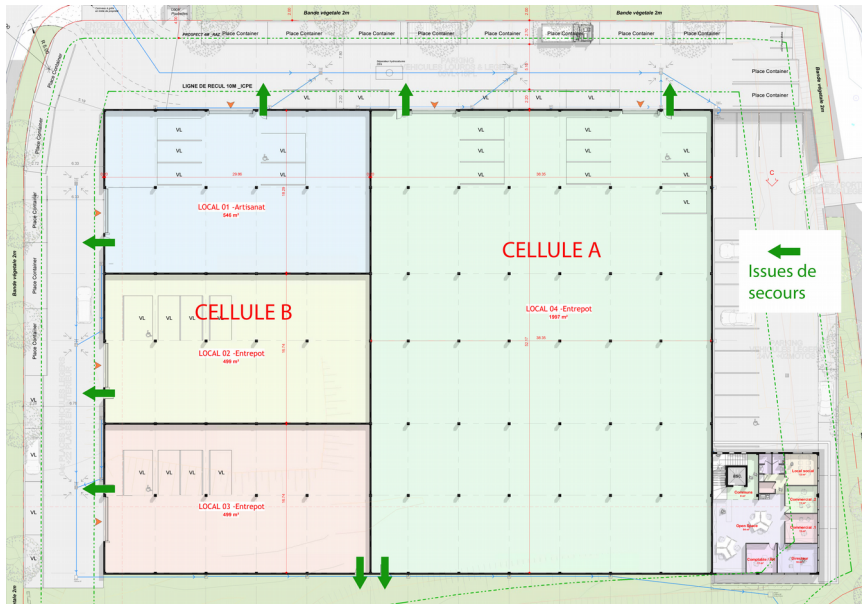
Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
		<p>Le bâtiment s'implantera donc à une distance égale à la hauteur maximale du bâtiment, soit 10 mètres, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en place de façades coupe feu E 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site en toutes circonstances. <p>Et</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en place, sur les façades, d'un rideau d'eau. Ce dernier sera installé sur le périmètre du bâtiment (hors bureaux) et protégera un linéaire de façade de 229 ml. Le rideau d'eau sera constitué par une ou plusieurs antennes équipées de sprinkleurs ou de pulvérisateurs dont les orifices seront ouverts en permanence. Une rangée de têtes sera mise en place tous les 5 m (distance verticale). <p>Le mode de déclenchement du rideau d'eau sera manuel et automatique. Le mode de déclenchement automatique sera commandé par le système de détection d'incendie.</p> <p>Les éléments de démonstration du respect des normes en vigueur les concernant seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p>2.2. Construction. - Accessibilité</p> <p>2.2.1. Accessibilité au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture</p>	Conforme	<p>L'établissement disposera de deux accès distincts dédiés pour l'un à l'entrée/sortie des véhicules légers pour accéder aux bureaux au niveau de l'Avenue des vieux métiers et pour l'autre à l'entrée/sortie des poids lourds au niveau de la voie (non encore existante) située au nord-est des installations. L'accès pompier sera réalisé au niveau de ce second accès (Figure 1). Elle sera matérialisée par un marquage au sol.</p> <p>Le site sera équipé d'un parking VL de 29 places dont 2 PMR et d'un parking PL de 15 places qui permettront le stationnement des véhicules sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours.</p>

<p>Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts</p>	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>de l'installation.</p> <p>La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention " accès pompiers ". Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type " stationnement interdit ".</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p>		 <p>Figure 1 : Accès au site</p>
<p>2.2.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation</p> <p>Une voie " engins ", dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; 	Conforme	<p>La parcelle du projet présente la caractéristique d'être entourée sur ses 4 côtés par des voies publiques.</p> <p>Les voies engins seront constituées par ces voies publiques. Cela présente l'avantage de pouvoir facilement se croiser. De plus, conformément aux préconisations du SDIS, dans le cadre des dossiers d'entrepôts couverts (ICPE 1510), les voies utilisables par les sapeurs-pompiers doivent être situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> 5 KW/m² pour les voies périphériques 3 KW/m² pour les aires de stationnement et les installations concourant à la DECI

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles définies aux 2.2.3 et 2.2.4 et la voie engin. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>		<p>Le chef du centre de secours de la Ville de dumbéa a accepté cette disposition sous respect que le site dispose des débits d'eau requis pour la DECI (Cf. formulaire D9 en annexe 6) ainsi que de la récupération des eaux d'extinction (Cf. article 2.2.1.2).</p>  <p>Figure 2 : Voie engin</p>
2.2.3. Mise en station des échelles Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras	Conforme	L'aire de mise en station des échelles sera mise en place sur la voie interne située au nord-est du bâtiment.

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>élévateurs articulés. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin défini au 2.2.2.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle aérienne peut être mise en station pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et défendre chaque mur séparatif coupe-feu. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ; dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ; la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieur à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm². 		 <p>Figure 3 : Aire de mise en station des échelles</p>
<p>Par ailleurs, pour tout bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie " échelle li permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures qui demeurent accessibles de l'extérieur et de l'intérieur permettent au moins deux accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Elles sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours. Les dispositions du présent point ne sont pas exigées si la cellule a une surface de moins de 2 000 mètres carrés respectant les dispositions</p>	/	Sans objet

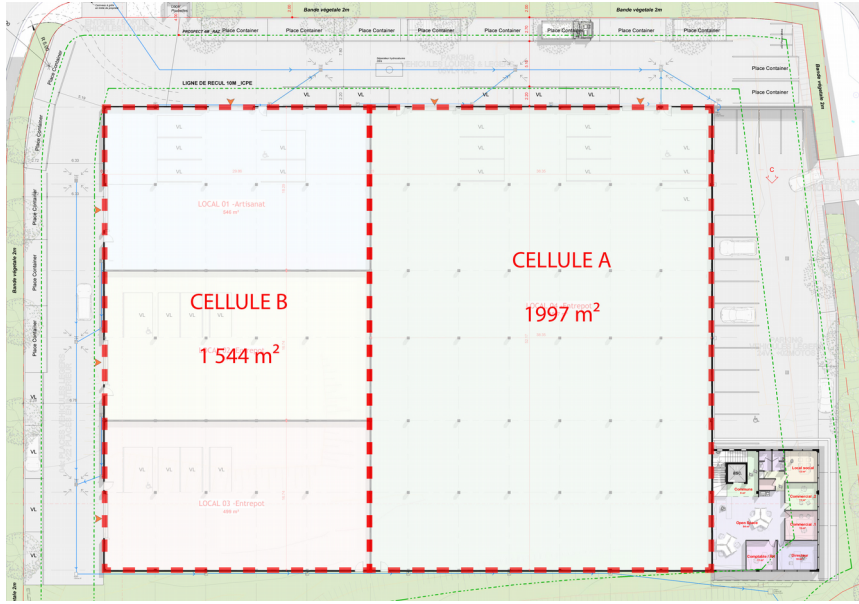
Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; • la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; • la cellule ne comporte pas de mezzanine. 		
<p>2.2.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins</p> <p>À partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p>	Conforme	<p>Les issues de secours, qui seront toutes de plain-pied, déboucheront directement sur les voies de circulation internes qui seront réalisées en enrobé.</p>  <p>Le plan-masse illustre la disposition des cellules de stockage (CELLULE A et CELLULE B) et des locaux annexes (LOCAL S1, LOCAL S2, LOCAL S3). Les issues de secours sont indiquées par des flèches vertes pointant vers les voies de circulation internes. Une voie engin est matérialisée par une ligne pointillée rose à l'extérieur du bâtiment.</p>
<p>2.2.5. Accès à l'entrepôt des secours</p>		<p>Le plan-masse ci-dessous permet de constater que les issues de secours</p>

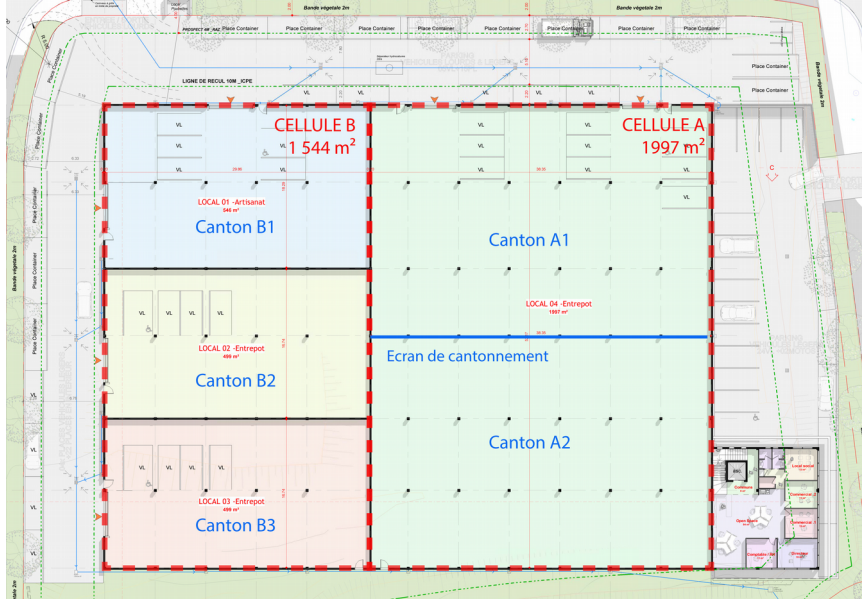
Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>Les accès de l'entrepôt permettent l'intervention rapide des secours. Leur nombre minimal permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux et de 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés.</p>		<p>seront disposées de telle sorte que tout point des cellules de stockage ne soit pas distant de plus de 50 m de l'une d'elles et de plus de 25 m en cas de cul-de-sac.</p>  <p>Figure 4 : Issues de secours</p>
<p>2.2.6. Structure des bâtiments</p> <p>L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est</p>	Conforme	<p>Lors de la phase « exécution » du projet, les entreprises de construction seront consultées dans le cadre d'un appel d'offres. L'offre qui sera sélectionnée à l'issue de cet appel d'offres fera l'objet d'une étude préliminaire de la part d'un bureau d'étude technique spécialisé dans les calculs de structure afin que ce dernier vérifie que les prescriptions proposées par l'entreprise en matière de dispositions constructives permettent de garantir que la ruine d'un élément de structure (mur,</p>

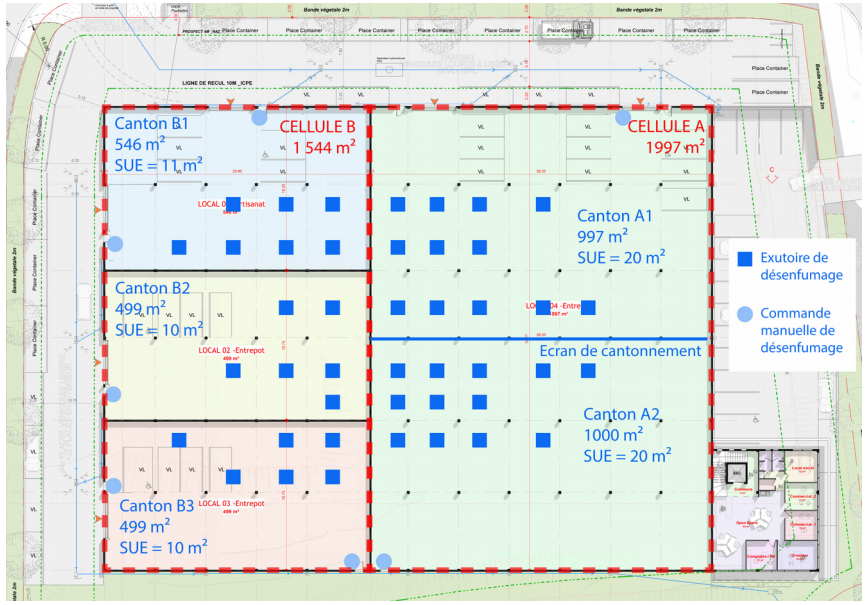
Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> les parois extérieures des bâtiments sont construites en matériaux A2 s1 d0 ; l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers (hors mezzanines) sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins ; les murs séparatifs entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade ; les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 ; les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique ; les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. <p>Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et</p>		<p>toiture, poteau, poutre) n'entraîne pas la ruine en chaîne du bâtiment et permettent d'éviter l'effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Après travaux, la seconde phase de la mission du bureau d'études techniques structure consistera à vérifier sur site que les dispositions initialement prévues par le charpentier et validées par lui ont bien été mises en oeuvre et que le bâtiment construit dispose d'une structure permettant la non-ruine en chaîne de l'entrepôt en cas d'incendie dans l'une ou l'autre cellule de stockage et permettant d'éviter l'effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Le rapport final du bureau de contrôle structure sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le bâtiment présentera les caractéristiques constructives suivantes :</p> <p><u>Structure</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La structure porteuse du bâtiment présentera une stabilité au feu de 15 minutes au minimum (R15). Le bâtiment fera moins de 12,5 mètres de hauteur. Les cellules de stockage ne posséderont qu'un seul niveau et ne seront pas équipées de mezzanine. <p><u>Parois</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les parois extérieures de l'établissement seront composées de murs coupe-feu 2h (REI 120). Les parois séparatives entre cellules seront constituées d'un mur en béton coupe-feu de résistance au feu 2 heures (REI 120). Ces parois dépasseront d'un mètre en toiture et seront prolongées perpendiculairement aux murs de façade sur une largeur d'un mètre. Les éventuelles traversées de canalisations existant dans les murs coupe-feu séparatifs seront munies d'un dispositif de calfeutrement assurant un même degré de résistance. La paroi sud-est de la cellule 4 en contact avec la zone bureaux sera constituée d'un mur en béton coupe-feu de résistance au

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>locaux sociaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme porte, qui sont tous REI 120 ; sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. 		<p>feu 2 heures (REI 120) jusqu'en sous-face de toiture.</p> <p><u>Toiture</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La toiture du bâtiment sera composée de bacs en acier galvanisé autoportants avec isolation en panneaux laine de roche et étanchéité multicouche (procédé élastomère autoprotégé). Le système de couverture de la toiture satisfera la classe et l'indice BROOF (t3). <p>La toiture sera recouverte d'une bande de protection sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre du dépassement des murs coupe-feu séparatifs. Cette bande de protection sera en matériaux A2 s1 d1 et comportera en surface une feuille métallique A2 s1 d1.</p> <p><u>Ouvertures</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Il n'existera pas de communication entre les cellules de stockage ni avec la zone bureaux.
<p>De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :</p> <ul style="list-style-type: none"> le plafond est REI 120 ; le plancher est également REI 120 si les bureaux sont situés en étage ; les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur, sont encloisonnés par des parois REI 60 et construits en matériaux A2 s1 d0. Ils débouchent directement à l'air libre, sinon sur des circulations encloisonnées de mêmes degrés coupe-feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont E 60 C2 ; le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1fl ; les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 	/	Sans objet

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2 sl dO ; en ce qui concerne les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) : soit ils sont de classe A2 sl dO ; soit le système " support + isolants " est de classe B sl dO et respecte l'une des conditions ci-après : l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; l'isolation thermique est composée de plusieurs couches dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 mm, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants, justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ; les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe dO. 		
<p>2.2.7. Cellules</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.</p> <p>La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.</p> <p>Pour les entrepôts textiles, la surface peut être portée à 85 % sous réserve</p>	Conforme	La surface d'entreposage sera divisée en deux cellules de stockage qui ne seront pas équipées de système d'extinction automatique d'incendie :

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie.</p>		<ul style="list-style-type: none"> Cellule A (local 4) = 1 997 m² Cellule B (locaux 1, 2 et 3) = 1 544 m² <p>La hauteur libre sous poutre minimale sera égale à 8,6 mètres. Les cellules ne disposeront pas de mezzanine.</p>  <p>Figure 5 : Plan des cellules</p>
<p>2.2.8. Cantonnement et désenfumage 2.2.8.1. Cantonnement Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p>	Conforme	<p>La cellule A sera divisée en 2 cantons de désenfumage de 1000 m² et 997 m². La cellule B sera divisée en 3 cantons de désenfumage de 546, 499 et 499 m². Aucun canton de désenfumage ne fera plus de 60 mètres de long.</p>

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Les écrans de cantonnement sont DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006.</p> <p>La hauteur des écrans de cantonnement est déterminée conformément à l'annexe de l'instruction technique n° 246 susvisée.</p>		<p>L'écran de cantonnement de la cellule A sera constitué par un écran fixe de 2 mètres de hauteur. Il présentera une stabilité au feu DH30.</p> <p>Les écrans de cantonnement de la cellule B seront constitués des murs séparatifs REI 120.</p>  <p>Figure 6 : Cantons de désenfumage</p>
<p>2.2.8.2. Désenfumage</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).</p> <p>Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.</p>	Conforme	<p>La zone d'entreposage de 3 541 m² sera équipée de 43 DENFC.</p> <p>Pour chaque canton de désenfumage, la superficie de désenfumage est supérieure à 2% de la superficie du canton.</p> <p>Les installations de désenfumage seront constituées d'exutoires placés en toiture, les amenées d'air seront réalisées par les ouvertures donnant sur l'extérieur.</p>

Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules. La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;• fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;• classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m2) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m2) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 ;• classe de température ambiante T(OO) ;• classe d'exposition à la chaleur B 300. <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.</p>		<div></div> <p>Figure 7 : Exutoires de désenfumage</p> <p>Le plan ci-dessus permet de constater la répartition des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC) sur l'ensemble de la toiture l'établissement. Il permet également de visualiser les emplacements des commandes d'ouvertures manuelles des exutoires de désenfumage.</p> <p>Locaux 01 à 03 : Chaque local disposera d'une commande manuelle pneumatique, coffret de type bizones.</p> <p>Local 04 : Chaque canton disposera d'une commande manuelle pneumatique, coffret de type bizones</p> <p>Les commandes de désenfumage seront placées à proximité des entrées de chaque canton. Ils seront conformes à la norme NFS 61-932.</p>

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet																																																											
	Conformité	Commentaires																																																										
<p>En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection en s'inspirant des dispositions de l'instruction technique 246 susvisée.</p>		<p>Le dispositif d'ouverture et de fermeture sera pneumatique.</p> <p>Les évacuations de fumées d'un même canton s'ouvriront simultanément.</p> <table><tr><th></th><th>Surface (m²)</th><th>Cellules</th><th colspan="2">Cantons</th><th>Sutile désenfumage</th><th>retenu (m²)</th><th>nbr exutoire</th></tr><tr><td>Local 1</td><td>546</td><td rowspan="3">Cellule B 1544 m²</td><td>Canton B1</td><td>546</td><td>10,92</td><td>11</td><td>7</td></tr><tr><td>Local 2</td><td>499</td><td>Canton B2</td><td>499</td><td>9,98</td><td>10</td><td>6</td></tr><tr><td>Local 3</td><td>499</td><td>Canton B3</td><td>499</td><td>9,98</td><td>10</td><td>6</td></tr><tr><td>Local 4</td><td>1997</td><td rowspan="2">Cellule A 1997 m²</td><td>Canton A2</td><td>1000</td><td>20</td><td>20</td><td>12</td></tr><tr><td></td><td></td><td>Canton A1</td><td>997</td><td>19,94</td><td>20</td><td>12</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>3541</td><td></td><td></td><td>3541</td><td>70,82</td><td>71</td><td>43</td></tr></table>							Surface (m²)	Cellules	Cantons		Sutile désenfumage	retenu (m²)	nbr exutoire	Local 1	546	Cellule B 1544 m²	Canton B1	546	10,92	11	7	Local 2	499	Canton B2	499	9,98	10	6	Local 3	499	Canton B3	499	9,98	10	6	Local 4	1997	Cellule A 1997 m²	Canton A2	1000	20	20	12			Canton A1	997	19,94	20	12	TOTAL	3541			3541	70,82	71	43
	Surface (m²)	Cellules	Cantons		Sutile désenfumage	retenu (m²)	nbr exutoire																																																					
Local 1	546	Cellule B 1544 m²	Canton B1	546	10,92	11	7																																																					
Local 2	499		Canton B2	499	9,98	10	6																																																					
Local 3	499		Canton B3	499	9,98	10	6																																																					
Local 4	1997	Cellule A 1997 m²	Canton A2	1000	20	20	12																																																					
			Canton A1	997	19,94	20	12																																																					
TOTAL	3541			3541	70,82	71	43																																																					
<p>2.2.8.3. Amenées d'air frais</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	Conforme	<p>Les amenées d'air frais seront assurées par les portes à quai et les issues de secours. On peut calculer la superficie des amenées d'air frais par cellule sachant qu'une porte à quai mesure 5,0 m x 5,0 m soit une superficie 25 m² et qu'une issue de secours mesure 0,9 x 2 m soit 1,80 m².</p> <table><tr><th></th><th>Surface (m²)</th><th>Cellules</th><th colspan="2">Cantons</th><th>nombre de portes à quai</th><th>Surface amenée d'air (m²)</th></tr><tr><td>Local 1</td><td>546</td><td rowspan="3">Cellule B 1544 m²</td><td>Canton B1</td><td>546</td><td>2</td><td>50</td></tr><tr><td>Local 2</td><td>499</td><td>Canton B2</td><td>499</td><td>1</td><td>25</td></tr><tr><td>Local 3</td><td>499</td><td>Canton B3</td><td>499</td><td>1</td><td>25</td></tr><tr><td>Local 4</td><td>1997</td><td rowspan="2">Cellule A 1997 m²</td><td>Canton A2</td><td>1000</td><td rowspan="2">2</td><td rowspan="2">50</td></tr><tr><td></td><td></td><td>Canton A1</td><td>997</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>3541</td><td></td><td></td><td>3541</td><td></td><td>150</td></tr></table> <p>La surface d'amenée d'air frais pour chaque canton de désenfumage est plus grande que la surface utile DENFC. La surface d'amenée d'air frais est donc suffisante.</p>							Surface (m²)	Cellules	Cantons		nombre de portes à quai	Surface amenée d'air (m²)	Local 1	546	Cellule B 1544 m²	Canton B1	546	2	50	Local 2	499	Canton B2	499	1	25	Local 3	499	Canton B3	499	1	25	Local 4	1997	Cellule A 1997 m²	Canton A2	1000	2	50			Canton A1	997	TOTAL	3541			3541		150									
	Surface (m²)	Cellules	Cantons		nombre de portes à quai	Surface amenée d'air (m²)																																																						
Local 1	546	Cellule B 1544 m²	Canton B1	546	2	50																																																						
Local 2	499		Canton B2	499	1	25																																																						
Local 3	499		Canton B3	499	1	25																																																						
Local 4	1997	Cellule A 1997 m²	Canton A2	1000	2	50																																																						
			Canton A1	997																																																								
TOTAL	3541			3541		150																																																						
<p>2.2.9. Systèmes de détection incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le</p>	Conforme	<p>L'ouvrage disposera d'un système de sécurité incendie de catégorie A associé à un équipement d'alarme de type 1.</p> <p>Les déclencheurs manuels d'alarme incendie seront implantés à proximité des sorties.</p> <p>Les diffuseurs sonores seront répartis de sorte que le signal d'évacuation</p>																																																										

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>		<p>soit audible de tout point les locaux.</p> <p>Les cellules de stockage seront surveillées par la détection automatique d'incendie.</p> <p>Le SSI disposera d'un renvoi vocal vers l'entreprise en charge de la surveillance du site.</p> <p>Des tableaux répéteurs seront judicieusement implantés afin de pouvoir exploiter l'alarme restreinte.</p> <p>Le personnel de l'établissement sera informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale.</p>
<p>2.2.1 0. Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). <p>Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique</p>	Conforme	<p>La sécurité sera assurée par deux poteaux incendie implantés autour du bâtiment de manière à ce que l'accès extérieur de chaque cellule soit à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie seront distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).</p> <p>Les poteaux incendie seront alimentés par le réseau d'adduction d'eau de la zone.</p> <p>Des extincteurs seront répartis dans les cellules de stockage à raison d'un appareil pour 200 m² de surface.</p> <p>La règle R4 de l'APSAD indique qu'en activité industrielle, la dotation de base en extincteur pour 200 m² correspond à 1 extincteur à eau de 9 l ou 1 extincteur de 9 kg à poudre.</p> <p>L'établissement sera ainsi couvert par 19 extincteurs qui seront soit des extincteurs de 9 litres à eau ou des extincteurs de 9 kg à poudre.</p> <p>Des Robinets Incendie Armés (RIA) seront mis en place dans les cellules de stockage de manière à ce que tout point de l'entrepôt soit accessible par deux jets de lance.</p>

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet																																																			
	Conformité	Commentaires																																																		
<p>D9 susvisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication de la présente délibération. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de la présente annexe.</p>		<p>Le tableau suivant liste le nombre d'extincteurs et de RIA par canton.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Surface (m²)</th><th>Cellules</th><th colspan="2">Cantons</th><th>Extincteur 9 kg</th><th>RIA</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Local 1</td><td>546</td><td rowspan="3">Cellule B 1544 m²</td><td>Canton B1</td><td>546</td><td>3</td><td>2</td></tr> <tr> <td>Local 2</td><td>499</td><td>Canton B2</td><td>499</td><td>3</td><td>2</td></tr> <tr> <td>Local 3</td><td>499</td><td>Canton B3</td><td>499</td><td>3</td><td>2</td></tr> <tr> <td>Local 4</td><td>1997</td><td rowspan="2">Cellule A 1997 m²</td><td>Canton A2</td><td>1000</td><td>5</td><td>2</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>Canton A1</td><td>997</td><td>5</td><td>1</td></tr> <tr> <td>TOTAL</td><td>3541</td><td></td><td></td><td>3541</td><td>19</td><td>9</td></tr> </tbody> </table> <p>L'installation sera équipée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Un exercice de défense contre l'incendie sera organisé dans le trimestre suivant le démarrage de l'exploitation puis sera renouvelé tous les trois ans.</p> <p>L'annexe 7 présente le plan des moyens de lutte contre l'incendie.</p>						Surface (m²)	Cellules	Cantons		Extincteur 9 kg	RIA	Local 1	546	Cellule B 1544 m²	Canton B1	546	3	2	Local 2	499	Canton B2	499	3	2	Local 3	499	Canton B3	499	3	2	Local 4	1997	Cellule A 1997 m²	Canton A2	1000	5	2			Canton A1	997	5	1	TOTAL	3541			3541	19	9
	Surface (m²)	Cellules	Cantons		Extincteur 9 kg	RIA																																														
Local 1	546	Cellule B 1544 m²	Canton B1	546	3	2																																														
Local 2	499		Canton B2	499	3	2																																														
Local 3	499		Canton B3	499	3	2																																														
Local 4	1997	Cellule A 1997 m²	Canton A2	1000	5	2																																														
			Canton A1	997	5	1																																														
TOTAL	3541			3541	19	9																																														
<p>2.2.1.1. Cuvettes de rétention</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des</p>	Conforme	<p>La cellule A est destinée à du stockage d'archive et ne stockera jamais de produit liquide susceptible de créer une pollution.</p> <p>Si des liquides susceptibles de créer une pollution étaient stockés dans la cellule B, ces derniers seraient associés à une capacité de rétention réglementaire.</p>																																																		

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet										
	Conformité	Commentaires									
<p>lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes à la présente délibération ou sont éliminés comme déchets.</p>											
<p>2.2.1.2. Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe au bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par</p>	Conforme	<p>Le sol des locaux de stockage sera réalisé en béton, réputé étanche aux liquides.</p> <p>Les eaux répandues accidentellement ainsi que les eaux d'extinction pourront être recueillies à l'intérieur du bâtiment. Pour cela, les portes à quai seront équipées de barrière de rétention manuelle (<i>Cf. fiche technique en annexe</i>). Ces barrières auront une hauteur minimale de protection de 180 mm.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Volume des eaux d'extinction</th><th>Rétention</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Cellule B 1544 m²</td><td>240 m³</td><td>278 m³</td></tr> <tr> <td>Cellule A 1997 m²</td><td>360 m³</td><td>360 m³</td></tr> </tbody> </table> <p>Les volumes de rétention seront plus importants que les besoins en eau d'extinction présentés en annexe 6 et réalisés conformément au document technique D9.</p> <p>En cas d'incendie, les barrières de rétention seront mises en place et permettront de pouvoir recueillir les eaux d'extinction. Ces dernières</p>		Volume des eaux d'extinction	Rétention	Cellule B 1544 m²	240 m³	278 m³	Cellule A 1997 m²	360 m³	360 m³
	Volume des eaux d'extinction	Rétention									
Cellule B 1544 m²	240 m³	278 m³									
Cellule A 1997 m²	360 m³	360 m³									

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>ailleurs menés sur ces équipements. Ces systèmes de relevage sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. Pour chaque cellule, l'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; • du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; • du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Le volume du confinement nécessaire est alors déterminé par le plus grand résultat obtenu par ces différents calculs.</p> <p>Les rejets respectent les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matières en suspension : 35 mg/L • DCO : 125 mg/L • DB05 : 30 mg/L • teneur en hydrocarbures : 10 mg/L 		<p>seront analysées avant évacuation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si les rejets respectent les valeurs limites, elles pourront être évacuées avec les eaux pluviales. • Dans le cas contraire, elles seront pompées pour être traitées en station d'épuration.
<p>2.2.1.3. Installations électriques, éclairage et chauffage</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des</p>	Conforme	<p>Les installations électriques seront réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>La distribution électrique s'opérera à partir d'un Tableau Général Basse Tension et de tableaux divisionnaires qui regrouperont toutes les commandes et protections des différents circuits.</p> <p>Le bâtiment sera alimenté par des câbles passés sous fourreaux et branchés sur le réseau général de la zone à partir d'un transformateur et d'un comptage situé en limite de propriété.</p> <p>L'éclairage de sécurité sera conforme aux normes en vigueur.</p> <p>L'installation électrique et notamment les gainages électriques seront</p>


Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>À proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du stockage par des parois et des portes résistantes au feu. Ces parois sont REI 120 et ces portes EI2 120 C.</p> <p>Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules de stockage.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>		<p>conformes à la norme NF C 15-100 (référentiel permettant d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement des installations électriques basse tension).</p> <p>Dans chacune des quatre cellules, à proximité d'une issue de secours, un interrupteur central sera implanté de façon bien visible et bien signalée. Il permettra de couper l'alimentation électrique de la cellule.</p>
<p>2.2.1.4. Protection contre la foudre</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. Le registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée.</p> <p>Une analyse du risque foudre identifie les équipements et installations de l'établissement dont une protection doit être assurée. Cette analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles des installations et le cas échéant, à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'analyse du risque foudre.</p>	Conforme	<p>Le bâtiment sera équipé de moyens de lutte contre la foudre.</p> <p>L'analyse du Risque Foudre et l'Etude Technique, ainsi que les préconisations à mettre en oeuvre, seront vérifiées lors de l'audit de recollement. En effet, l'analyse du risque foudre ne pourra être réalisée qu'une fois le bâtiment construit, car nécessite le plan des réseaux électriques qui n'est pas encore établi.</p> <p>Une fois réalisées, ces études seront jointes au dossier ICPE du site et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il n'y aura pas d'installations photovoltaïques positionnées en toiture</p> <p>Un compteur de foudre sera installé au niveau de l'établissement.</p>

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>En fonction des résultats de cette analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent choisi conjointement avec l'inspection des installations classées, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et</p>		

Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p> <p>Sont reconnus compétents les organismes qualifiés et approuvés par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables selon le délai mentionné à l'article 2 de la présente délibération. Le cas échéant, durant la période transitoire, les équipements mis en place en application de la réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.</p>		
<p>2.2.1.5. Chaufferie et local de charge de batteries</p> <p>S'il existe une chaufferie ou un local de charge de batteries des chariots, ceux-ci sont situés dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.</p> <p>À l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ; un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; • un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas</p>	/	Sans objet

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.		
2.3. Recensement des potentiels de danger 2.3.1. Connaissance des produits - Étiquetage Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.	Conforme	Un état des stocks sera tenu à jour par l'exploitant. Cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Les fiches de données de sécurité des produits dangereux stockés seront conservées sur le site et tenues à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées
2.3.2. État des stocks de produits L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.	Conforme	
2.3.3. Localisation des risques L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés à l'article 412-1 du code de l'environnement.	Conforme	L'exploitant affichera un plan de localisation des risques .
2.4. Exploitation 2.4.1. Caractéristiques géométriques des stockages	Conforme	Les produits stockés seront placés sur des palettes qui seront rangées dans les zones d'entreposage par des chariots élévateurs.

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 susvisé est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur. Le stockage au-dessus est autorisé sous réserve de la mise en place des moyens de prévention et de protection adaptés aux matières dangereuses liquides.</p> <p>Les matières stockées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surface maximale des îlots au sol : 500 mètres carrés ; • hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; • distance entre deux îlots : 2 mètres minimum. <p>Les matières stockées en rayonnage ou en paletier respectent les deux dispositions suivantes sauf si un système d'extinction automatique est présent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; distance entre deux rayonnages ou deux paletiers : 2 mètres minimum. <p>La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (portes coupe-feu) n'est pas gênée par des obstacles.</p>		<p>Seule la cellule A sera équipée de racking. Pour l'autre cellule, il s'agira de stockage de masse.</p> <p>La mise en place d'un système informatisé de gestion du site permettra de tenir à jour un état des marchandises stockées avec leur localisation dans le bâtiment.</p> <p>L'organisation du stockage dans les cellules de l'établissement permettra de respecter les prescriptions de l'article 2.4.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La hauteur de stockage ne dépassant pas la hauteur sous ferme de l'établissement, une distance minimale de 1 mètre sera maintenue entre le sommet du stockage et la base de la toiture ainsi qu'entre le sommet de stockage et les éléments d'éclairage. • En cas de stockage en masse, il sera organisé en îlots dont la superficie sera limitée à 500 m² avec une hauteur maximale de stockage de 8 mètres. Les îlots seront isolés entre eux par une distance minimale de 2 mètres. • La mise en place des racks dans les cellules de stockage permettra de laisser les portes coupe-feu et les issues de secours de l'établissement.
<p>2.4.2. Matières dangereuses</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles, ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à</p>	Conforme	Il n'est pas prévu de stockage de matière dangereuse au sein de l'établissement.

Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.		
2.4.3. Propreté de l'installation Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques.	Conforme	L'établissement sera régulièrement nettoyé par un prestataire de service. 
2.4.4. Travaux Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.	Conforme	Des consignes de sécurité rappelant l'interdiction d'apporter une flamme nue seront affichées dans le bâtiment. Tout travail de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques devra faire l'objet, avant réalisation, d'une évaluation des risques et d'un permis feu ou d'un permis d'intervention. Ces documents seront conservés sur le site et seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>2.4.5. Consignes d'exploitation</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ; • l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " ; • les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.2.12 ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. 	Conforme	<p>En plus des consignes de sécurité rappelant l'interdiction de fumer hors des zones dédiées, des consignes de sécurité en cas d'incendie seront affichées dans les cellules de stockage de l'établissement comme l'exemple ci-contre.</p> <p>Les consignes qui seront rédigées par l'exploitant avant le démarrage de l'exploitation reprendront l'ensemble des prescriptions de l'article 2.4.5 de la délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC.</p> <p>Une procédure sera rédigée par l'exploitant pour qu'en cas d'incendie, les services de l'inspection des installations classées soient prévenus.</p>
<p>2.4.6. Vérification périodique et maintenance des équipements</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu,</p>	Conforme	<p>L'exploitant s'assurera de la bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des installations électriques.</p> <p>Les vérifications périodiques seront consignées dans un registre de</p>

Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.		sécurité.
2.4.7. Brûlage L'apport de feu, sous une forme quelconque, à proximité du stockage est interdit, à l'exception de travaux réalisés conformément au point 2.4.4 de la présente annexe.	Conforme	Pour rappel
2.4.8. Surveillance du stockage En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.	Conforme	L'établissement sera gardienné par télésurveillance 24h/24 et 7j/7. La société de télésurveillance disposera de l'ensemble des renvois d'alarmes techniques. Les procédures d'alerte des secours et d'accueil des équipes de secours feront l'objet de consignes précises qui seront rédigées lors de la signature du contrat de gardiennage de l'établissement. La société de télésurveillance disposera en outre, en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement, du renvoi de l'alarme anti-intrusion. Il s'agit d'une protection supplémentaire sachant que l'accidentologie relative aux entrepôts montre qu'une majorité des incendies d'entrepôts est initiée par des actes de malveillance.
ARTICLE 3. EAU 3.1. Plan des réseaux Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de 	Conforme	Le plan des réseaux, annexé au présent dossier, permet de visualiser l'ensemble des réseaux d'alimentation et de collecte de l'établissement.

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les secteurs collectés et les réseaux associés ; les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). 		
<p>3.2. Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eau industrielle et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>	Conforme	<p>L'établissement objet du présent dossier sera raccordé au réseau public de la commune de Dumbéa.</p> <p>La canalisation d'alimentation en eau potable sera équipée d'un dispositif de comptage totalisateur ainsi que d'un disconnecteur permettant d'éviter tout retour de produits dans le réseau public.</p> <p>Cet équipement fera l'objet d'un contrat de maintenance annuel par une société spécialisée.</p>
<p>3.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p> <p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> de matières flottantes ; de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. 	Conforme	<p>Les eaux usées produites seront assimilables à des eaux usées domestiques, elles seront exemptes de tout produit chimique ou matières dangereuses.</p> <p>Le site sera raccordé à la station d'épuration de Koutio.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries de la partie stockage seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau.</p>

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>3.4. Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5,5 et 8,5 ; • la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; • l'effluent ne dégage aucune odeur ; • teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; • teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; • teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; • teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le</p>	<p>Conforme</p>	<p>Le système de gestion des eaux pluviales des zones revêtues (bâtiment, voiries circulations et stationnements) prévoit la collecte gravitaire différenciée des eaux pluviales de toiture du bâtiment et des eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées par des traces d'hydrocarbures.</p> <p>Les eaux pluviales atteignant la toiture du bâtiment, ainsi que les eaux de ruissellement atteignant le parking VL au sud-est seront considérées comme n'étant pas altérées. Elles seront rejetées directement dans le réseau public.</p> <p>Les eaux pluviales de voirie et du parking nord transiteront par un séparateur à hydrocarbures installé avant le rejet à l'exutoire. Le séparateur sera équipé d'un by-pass pour assurer le débit en cas d'orage. L'ouvrage de traitement, de classe 1, devra pouvoir être capable de traiter un débit entrant de 20 L/s. La note de calcul de dimensionnement est présentée en annexe.</p> <p>Les rejets seront réalisés dans le réseau municipal. La commune de Dumbéa ne fixe pas de débit de fuite limite pour les parcelles de cette zone. Il n'est ainsi pas prévu de bassin d'orage.</p> <p><u>Dispositifs de traitement des eaux pluviales de voirie</u></p> <p>Le risque de pollution sera minimisé par la présence du séparateur à hydrocarbures dimensionné selon les normes en vigueur, implanté en amont du bassin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hydrocarbures totaux : 10 mg/l • MES (matières en suspension) : 100 mg/L. <p>Un point de prélèvement (regard) sera aménagé en aval du séparateur afin de permettre le prélèvement puis la mesure des eaux pluviales de voiries traitées. Ces mesures permettront de vérifier le maintien des performances de dépollution du séparateur à hydrocarbures.</p>

Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
gestionnaire de l'ouvrage de collecte.		
3.5. Eaux domestiques Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.	Conforme	Le plan de réseau permet de constater que les eaux usées de l'établissement seront collectées indépendamment des eaux pluviales de voirie et de toiture. Dans le cadre de son activité de logistique, le bâtiment n'utilisera pas d'eau industrielle. L'eau potable sera utilisée uniquement pour les besoins du personnel, pour l'entretien des locaux et les installations incendie. Les eaux usées domestiques de l'établissement seront traitées dans la station d'épuration municipale de Koutio. Les effluents devront respecter les critères définis par l'arrêté municipal n°11/120/DBA réglementant l'admission des effluents non domestiques dans les réseaux publics de collecte.
ARTICLE 4. Déchets 4.1. Généralités L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : <ul style="list-style-type: none"> limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possible. 	Conforme	L'activité de logistique qui sera mise en oeuvre sur le site produira essentiellement des déchets d'emballage et d'autres déchets non dangereux qui seront triés, conditionnés, enlevés conformément à la législation en vigueur afin de favoriser leur valorisation. L'enlèvement de ces déchets sera réalisé par des sociétés spécialisées.
4.2. Stockage des déchets Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une	Conforme	Les déchets seront stockés dans des bennes étanches en extérieur de l'établissement avant leur enlèvement par des sociétés spécialisées.

Délibération n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
<p>pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégées des eaux météoriques.</p>		
<p>4.3. Élimination des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	Conforme	<p>Tous les enlèvements de déchets seront consignés dans le registre de suivi des déchets.</p> <p>Aucun brûlage à l'air libre des déchets ne sera effectué</p>
<p>ARTICLE 5. Bruit et vibrations</p> <p>5.1. Bruits</p> <p>Les installations sont construites, équipées et exploitées conformément à la délibération n°74 I-2008/BAPS du 19 septembre 2008 relative à la limitation des bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence peut être effectuée à la demande du président de province selon les méthodes définies, notamment si l'installation fait l'objet d'une plainte relative au bruit.</p>	Conforme	<p>Afin de veiller à ce que l'exploitation du bâtiment n'engendre pas de gênes sonores, des mesures acoustiques seront réalisées dans un délai de trois mois suivant la mise en service du site pour vérifier que les valeurs limites de bruit sont respectées.</p>
<p>5.2 Vibrations</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une</p>	Conforme	

Délégation n° 251-2011/BAPS/DIMENC du 1er juin 2011 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement fixant les prescriptions générales applicables aux installations sous la rubrique n° 1510 : stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Analyse de la conformité avec le projet	
	Conformité	Commentaires
gêne pour sa tranquillité.		
<p>ARTICLE 6 : Mise en sécurité et remise en état en fin d'exploitation</p> <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont évacués et traités dans des installations dûment autorisées ; les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. 	Conforme	<p>En cas de cessation d'exploitation, l'exploitant en informera l'inspection des installations classées au minimum trois mois avant et s'engagera à lui remettre un dossier sur l'état du site et son devenir.</p> <p>La notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site dès son arrêt :</p> <ul style="list-style-type: none"> Évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets : <ul style="list-style-type: none"> vidange des installations et destruction des produits (notamment des produits chimiques, huiles,...) en centre de traitement de déchets, vidange des cuves de stockage et enlèvement de celles-ci ou neutralisation, vidange et nettoyage des rétentions, évacuation des déchets résiduels en centre de traitement autorisé. Interdiction ou limitation des accès au site Suspension des risques d'incendie et d'explosion : <ul style="list-style-type: none"> démontage des équipements, mise en sécurité des circuits électriques, maintien en l'état de fonctionner des utilités (alimentation électrique, climatisation,...), après consignation des équipements en arrêt de sécurité. Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

ANNEXE 2

Notes de calcul FLUMilog



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calcul V5.61

Flux Thermiques

Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	O.TISSOT
Société :	ENVEA CONSEIL
Nom du Projet :	DOCKPANDA_1682008724_1682672837
Cellule :	LOCAL 4
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	28/04/2023 à 13:06:37 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	28/4/23

I. DONNEES D'ENTREE :

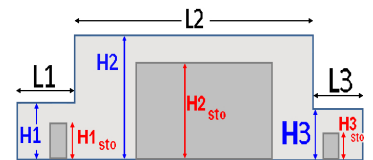
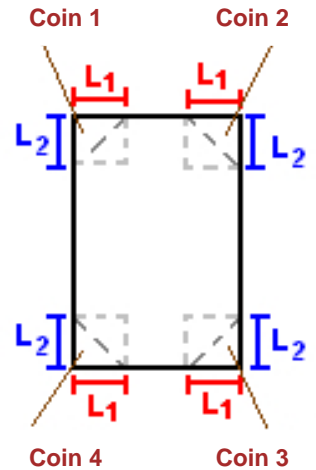
Donnée Cible

Hauteur de la cible : **1,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :LOCAL 4				
Longueur maximum de la cellule (m)		52,2		
Largeur maximum de la cellule (m)		38,4		
Hauteur maximum de la cellule (m)		8,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique multicouches
Nombre d'exutoires	7
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

P4

P3

LOCAL 4

P1

P2

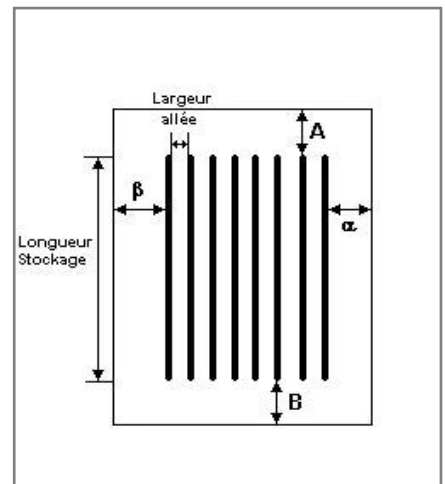
[illegible]

Stockage de la cellule : LOCAL 4

Nombre de niveaux **6**
Mode de stockage **Rack**

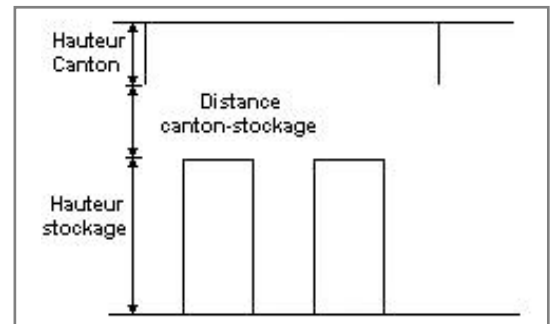
Dimensions

Longueur de stockage **48,0** m
Déport latéral a **0,0** m
Déport latéral b **0,0** m
Longueur de préparation A **4,0** m
Longueur de préparation B **0,2** m
Hauteur maximum de stockage **7,0** m
Hauteur du canton **1,0** m
Ecart entre le haut du stockage et le canton **0,0** m



Stockage en rack

Sens du stockage **dans le sens de la paroi 1**
Nombre de double racks **6**
Largeur d'un double rack **2,5** m
Nombre de racks simples **2**
Largeur d'un rack simple **1,3** m
Largeur des allées entre les racks **3,0** m



Palette type de la cellule LOCAL 4

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **1,3** m
Largeur de la palette : **0,8** m
Hauteur de la palette : **1,1** m
Volume de la palette : **1,1** m³
Nom de la palette : **ARCHIVES**

Poids total de la palette : **500,0** kg

Composition de la Palette (Masse en kg)

Carton	NC	NC	NC	NC	NC	NC
500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **180,0** min
Puissance dégagée par la palette : **223,9** kW

Merlons



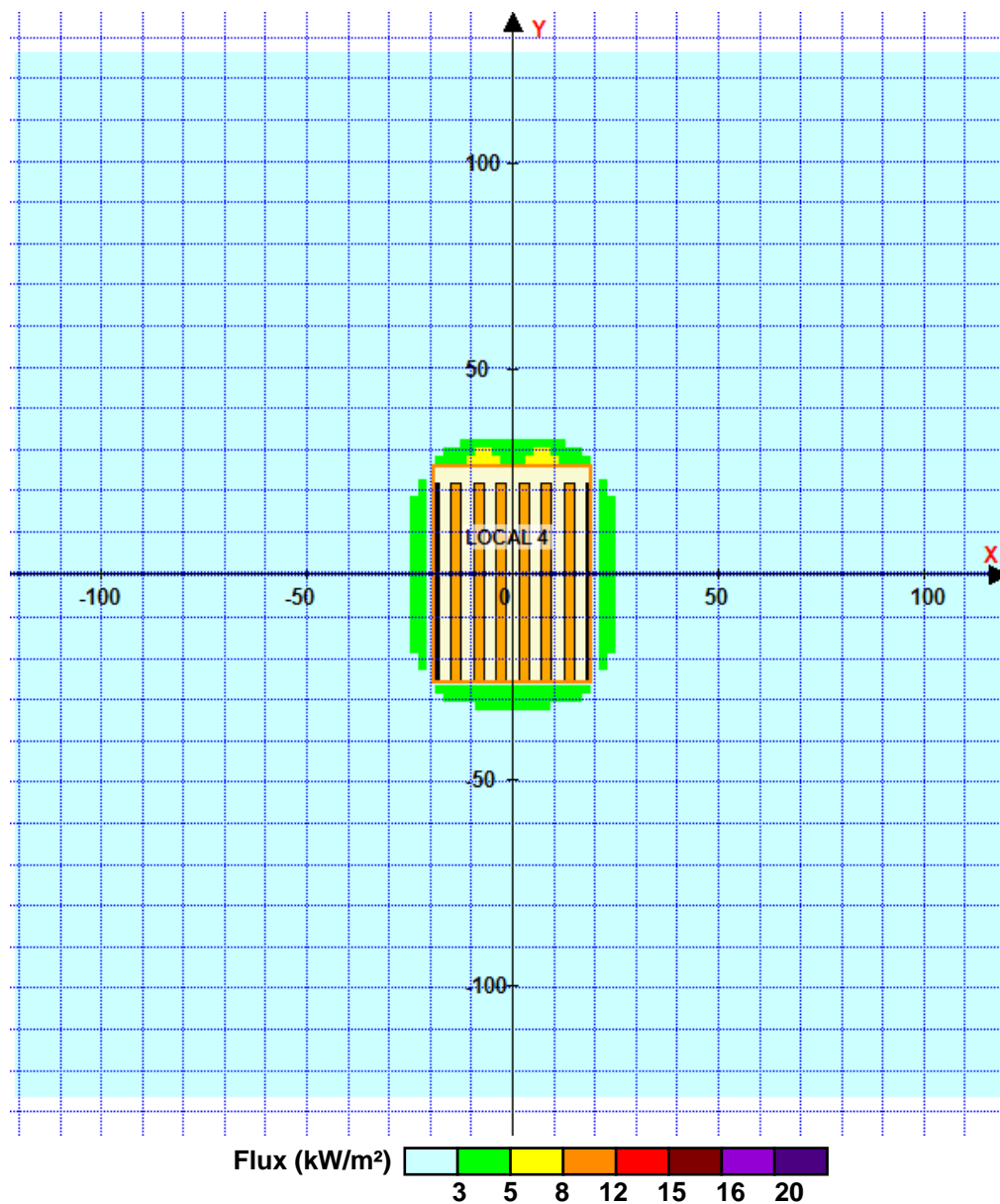
Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **LOCAL 4**

Durée de l'incendie dans la cellule : LOCAL 4 **223,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV5.61

Flux Thermiques

Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	O.TISSOT
Société :	ENVEA CONSEIL
Nom du Projet :	DOCKSPANDA_1682672964
Cellule :	LOCAL 1
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	28/04/2023 à 13:08:54 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	28/4/23

I. DONNEES D'ENTREE :

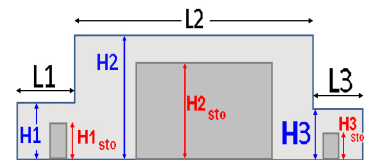
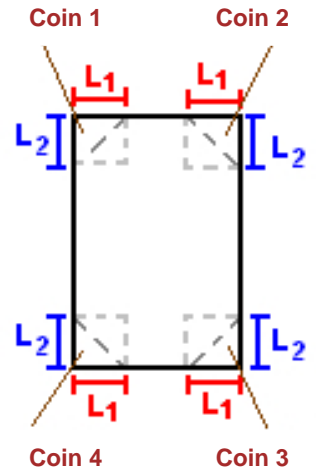
Donnée Cible

Hauteur de la cible : **1,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :LOCAL 1				
Longueur maximum de la cellule (m)		18,3		
Largeur maximum de la cellule (m)		29,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		8,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique multicouches
Nombre d'exutoires	2
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

P4

P3

LOCAL 1

P1

P2

[illegible]

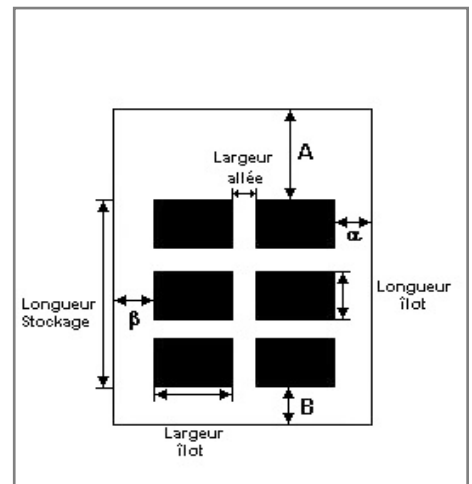
Stockage de la cellule : LOCAL 1

Mode de stockage

Masse

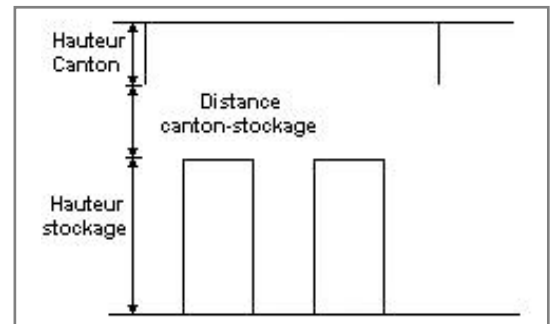
Dimensions

Longueur de préparation A	2,0 m
Longueur de préparation B	2,3 m
Déport latéral a	2,5 m
Déport latéral b	2,4 m
Hauteur du canton	1,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	2
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	25,0 m
Longueur des îlots	6,0 m
Hauteur des îlots	4,8 m
Largeur des allées entre îlots	2,0 m



Palette type de la cellule LOCAL 1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Largeur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Hauteur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Volume de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

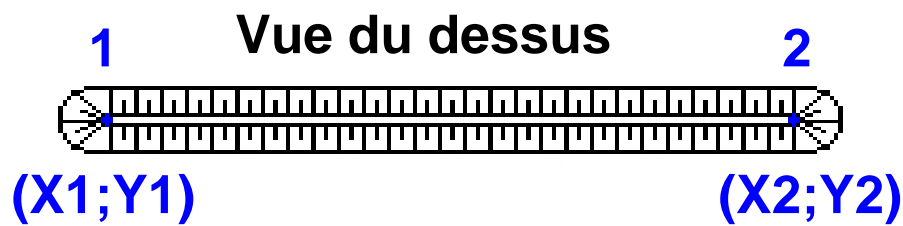
Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : 45,0 min

Puissance dégagée par la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



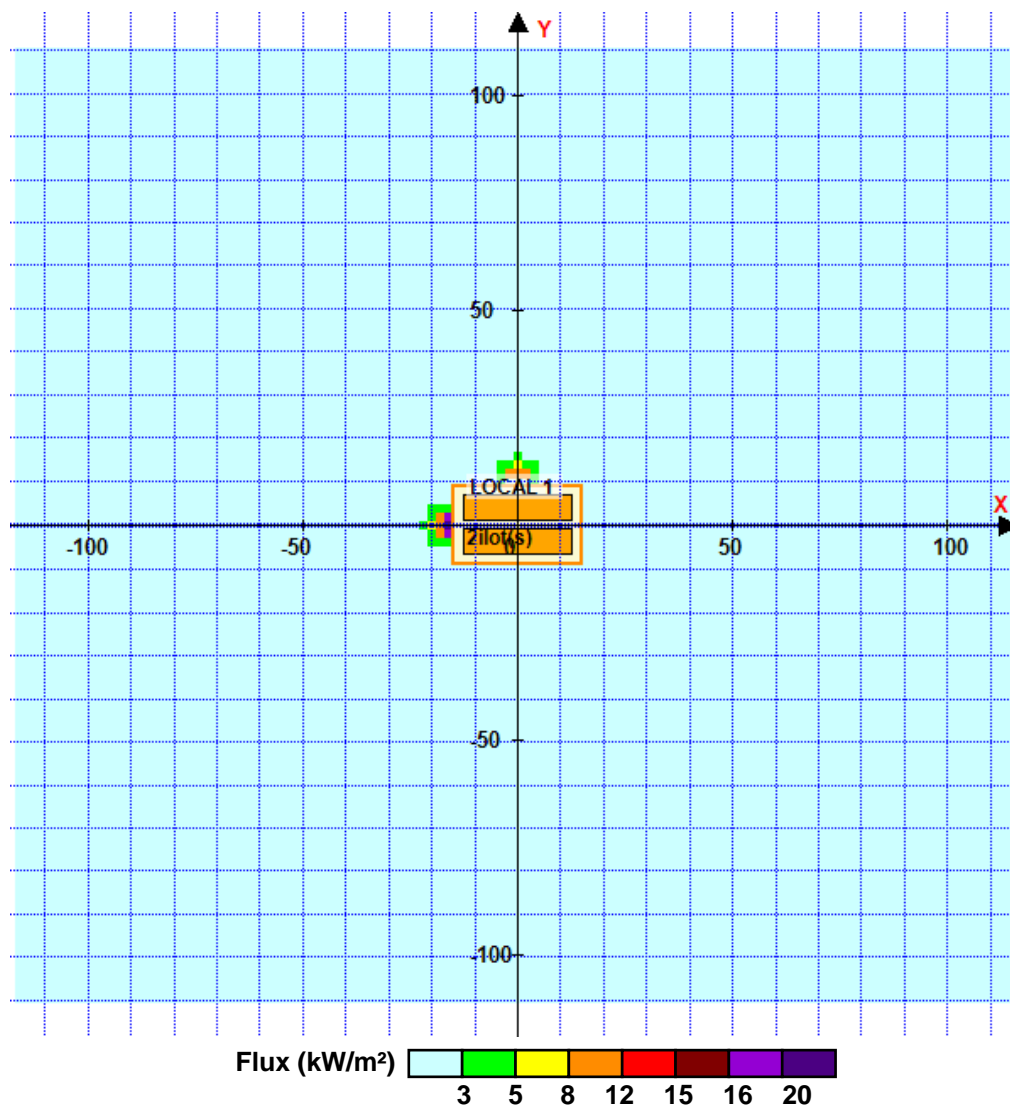
Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **LOCAL 1**

Durée de l'incendie dans la cellule : LOCAL 1 **102,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calcul V5.61

Flux Thermiques

Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	O.TISSOT
Société :	ENVEA CONSEIL
Nom du Projet :	PANDADOCKS_1682673058
Cellule :	LOCAL 2 OU 3
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	28/04/2023 à 13:10:24 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	28/4/23

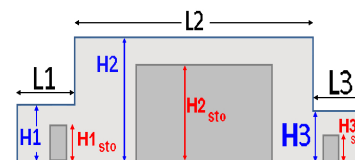
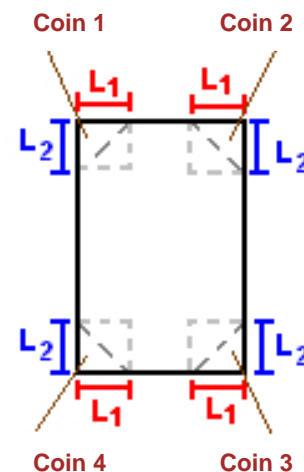
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **1,8** m

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :LOCAL 2 OU 3			
Longueur maximum de la cellule (m)		16,7	
Largeur maximum de la cellule (m)		29,9	
Hauteur maximum de la cellule (m)		8,0	
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique multicouches
Nombre d'exutoires	2
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

A diagram showing a square with vertices labeled P1 (top-right), P2 (top-left), P3 (bottom-left), and P4 (bottom-right). The text "LOCAL 2 OU 3" is written in red in the center of the square.

[illegible]

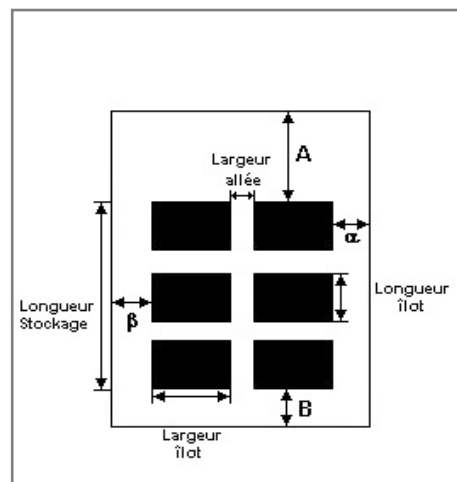
Stockage de la cellule : LOCAL 2 OU 3

Mode de stockage

Masse

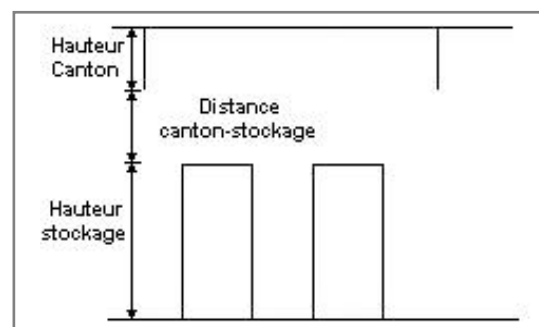
Dimensions

Longueur de préparation A	1,3 m
Longueur de préparation B	1,4 m
Déport latéral a	1,5 m
Déport latéral b	4,4 m
Hauteur du canton	1,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	2
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	24,0 m
Longueur des îlots	6,0 m
Hauteur des îlots	4,0 m
Largeur des allées entre îlots	2,0 m



Palette type de la cellule LOCAL 2 OU 3

Dimensions Palette

Longueur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Largeur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Hauteur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Volume de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

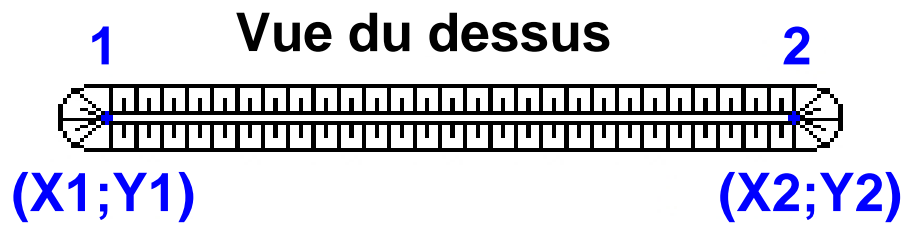
Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : 45,0 min

Puissance dégagée par la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



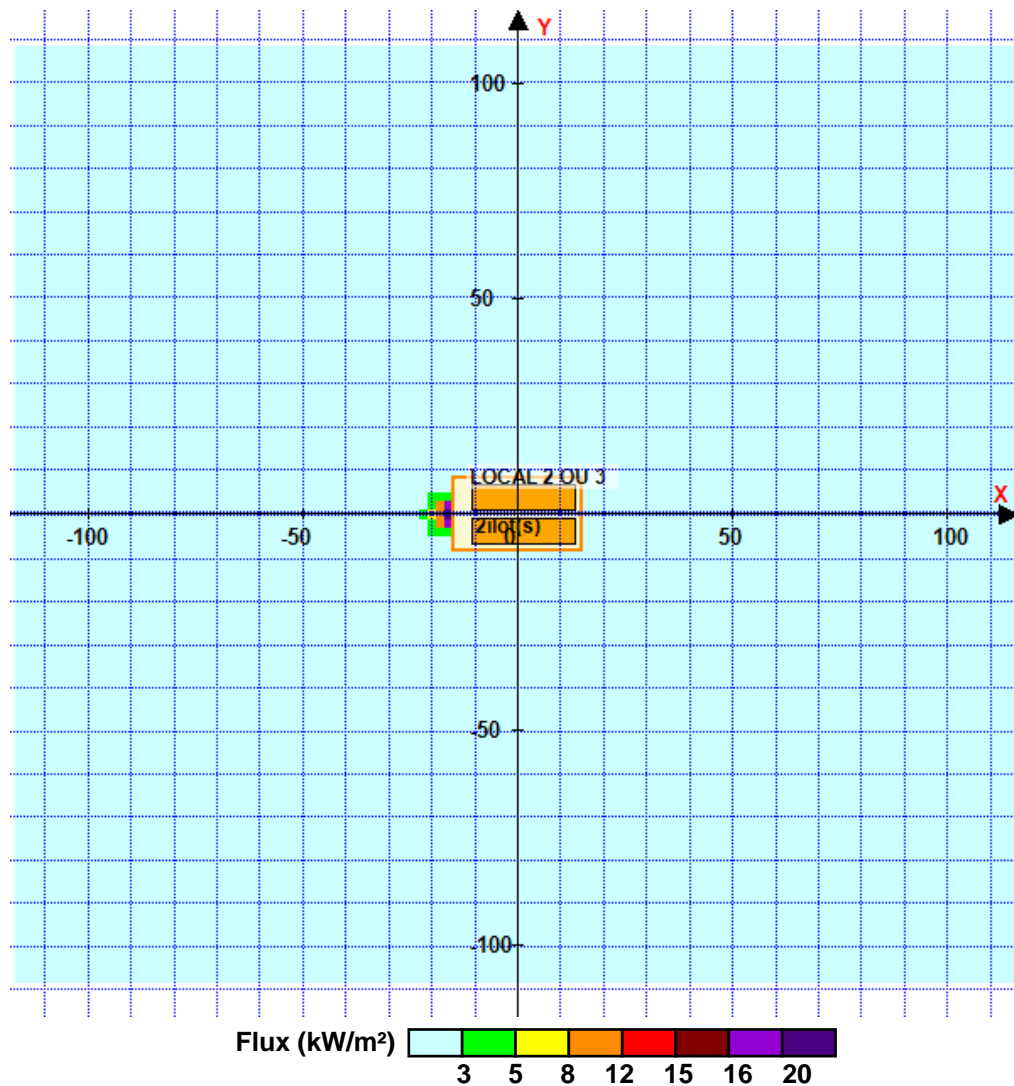
Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : LOCAL 2 OU 3

Durée de l'incendie dans la cellule : LOCAL 2 OU 3 87,0 min

Distance d'effets des flux maximum



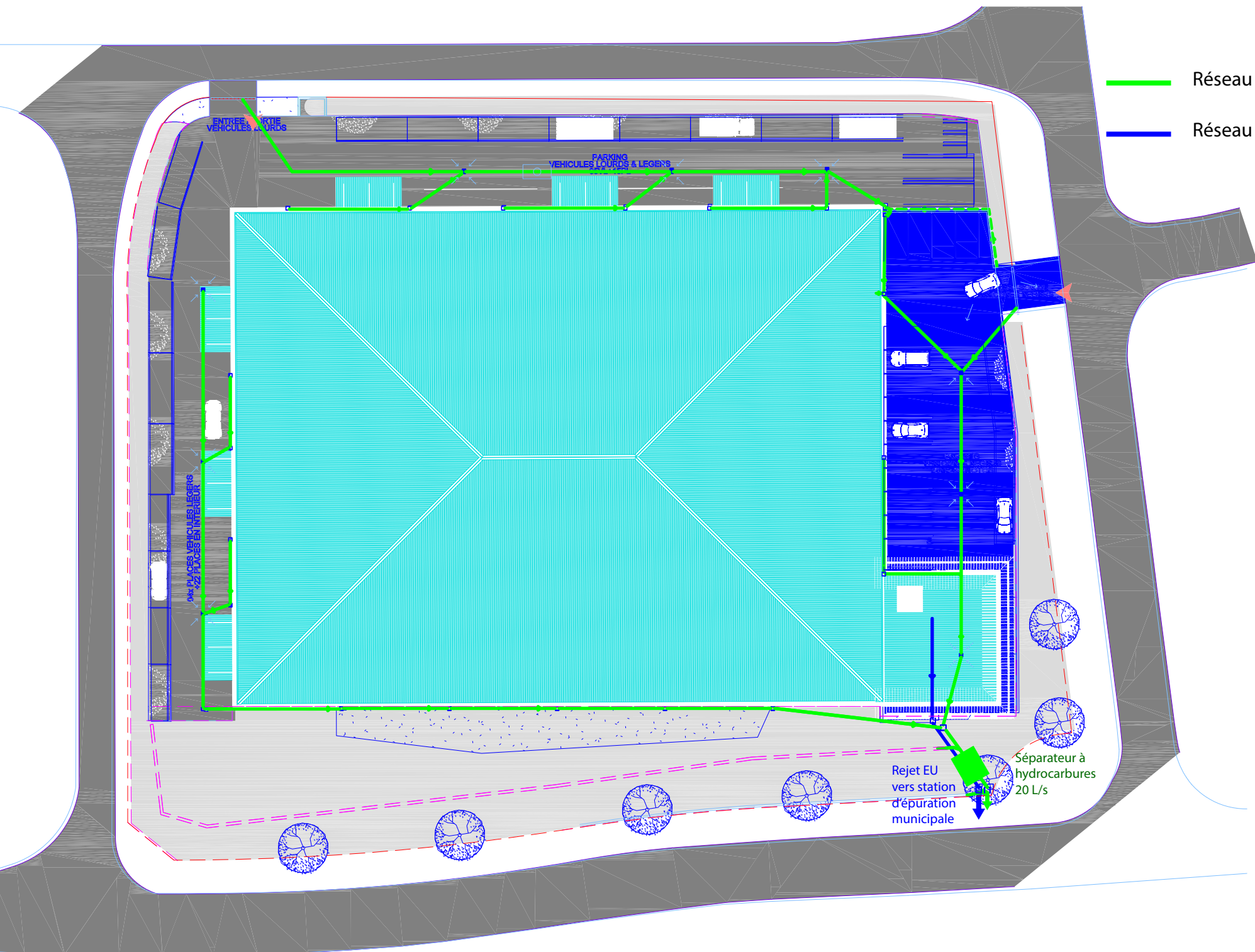
Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

ANNEXE 3

Plan des réseaux

Réseau EP

Réseau EU



ANNEXE 4

Fiche technique barrière de rétention manuelle

FICHE TECHNIQUE

RET-GATE IPM

(Ancien modèle IBS BD)

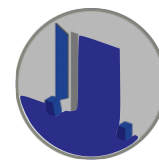
Barrière de rétention pivotante manuelle
Eaux polluées / eaux d'incendie



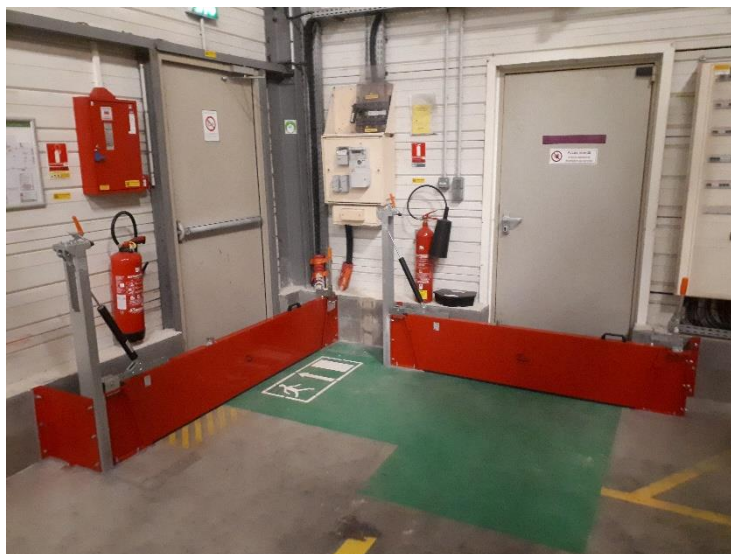
RETENTION

Largeur maximale : **6000 mm**
Hauteur de protection : **entre 100 et 600 mm**

ESTHI

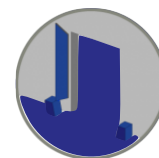


Principaux avantages



- Certifié conforme à l'arrêté du 4 octobre 2010 par l'organisme TUV Rheinland
- Conçu pour la rétention d'incendie et déversements de liquides
- Déploiement et compression très rapide
- Joints de sol reprenant les aspérités jusqu'à 15 mm
- Barrière pivotante pouvant s'abaisser en urgence





Caractéristiques techniques

La barrière RET-GATE IPM est une barrière pivotante à actionnement manuel. Elle peut être actionnée par une seule personne. Il existe une version automatique.

Elle reste en position verticale sécurisée dans l'attente de l'activation.

Compensation du poids par vérin à gaz assurant une descente lente

Les joints de sol en mousse EPDM épaisse permettent la reprise des inégalités au sol.

Confinement des eaux d'incendie / Stockage des produits polluants / Protection des inondations Conforme à l'Arrêté du 4 octobre 2010 (émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation)

Largeur maximale	6000 mm
Hauteur de rétention	Entre 100 et 700 mm
Largeur des profilés	50 mm
Couleur	Rouge RAL 3000
Revêtement	Thermolaquage
Serrage / verrouillage par levier de serrage	

Pour d'autres caractéristiques, nous consulter

Matériaux des éléments :

- Glissières d'extrémité : Profilé aluminium extrudé (AlMgSi - 6060)
- Poutres horizontales : Tubes rectangulaires aluminium extrudé (AlMgSi - 6060)
- Joints de sol : EPDM
- Joint sur mur porteur : Polyuréthane / Polyéthylène (bandes)
- Joints verticaux et horizontaux : EPDM
- Chevilles de Fixation : Acier inoxydable (type Hilti)

Conditions de montage :

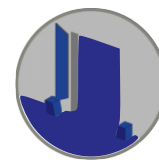
Sol plat et rectiligne ne présentant pas de risque d'affouillements

Les inégalités de sol sont inférieures à +/- 15 mm

Qualité des supports : > Béton armé C20/C25

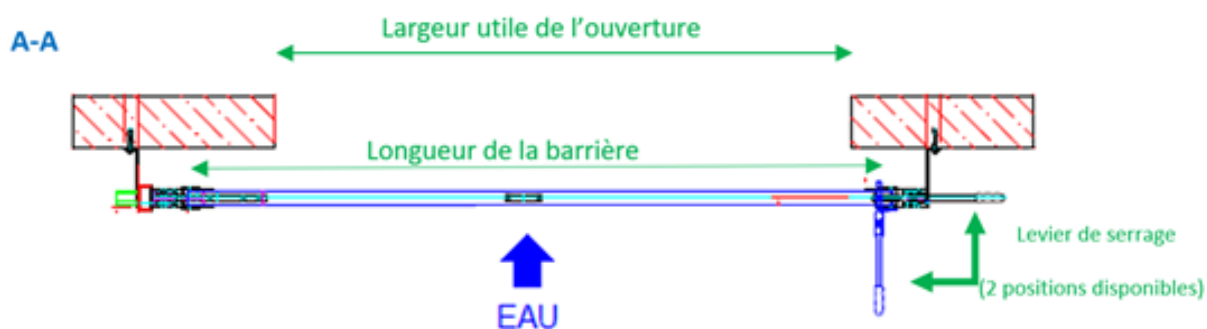
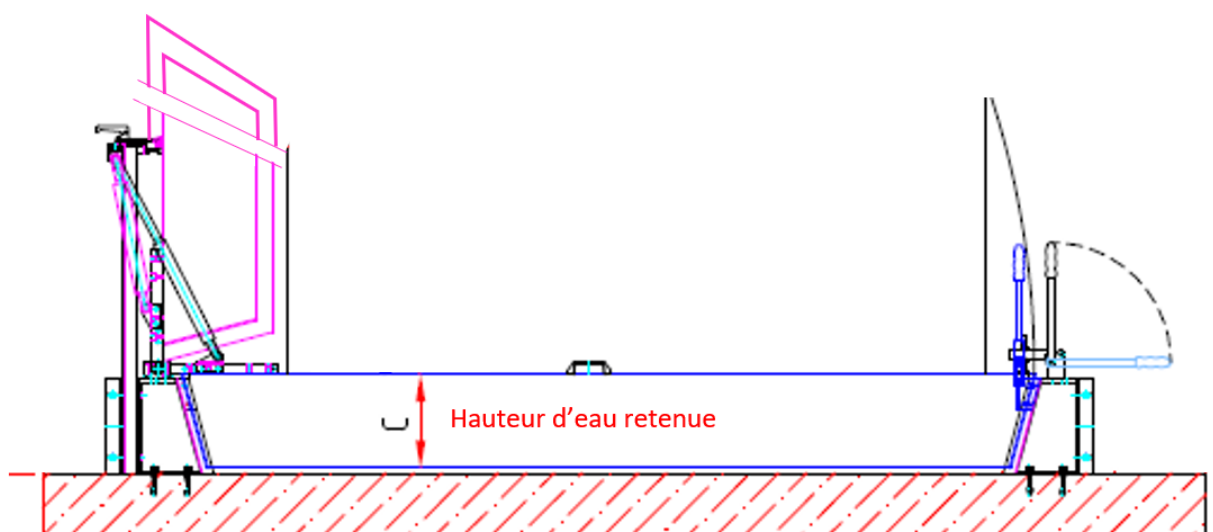
Les supports devront être dimensionnés pour résister à la charge prévue.



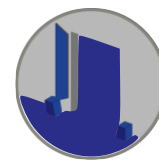


Plans

EXEMPLE POUR UNE HAUTEUR DE RETENTION $H = 200 \text{ MM}$



ESTHI



Informations

Résistance :

Pression Hydrostatique + 35% de marge de sécurité (résistance au courant et batillage des vagues)

Flexion maximum des poutres d'aluminium : entre 1/150 et 1/300 de la portée de la poutre.

Certification :

Certification de conformité à la directive allemande VDS 2564-1 (barrières de rétention d'eaux d'incendie)

Homologué par le bureau de contrôle technique LGA

Resistance à la chaleur 200 °c / 15 minutes



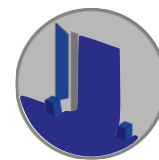
Etanchéité : 28 ml/heure/mètre de joint selon PV d'essai LGA

Garantie :

L'ensemble des éléments métalliques a une garantie de 2 ans contre les défauts des alliages, les défauts de fabrication et la corrosion naturelle.

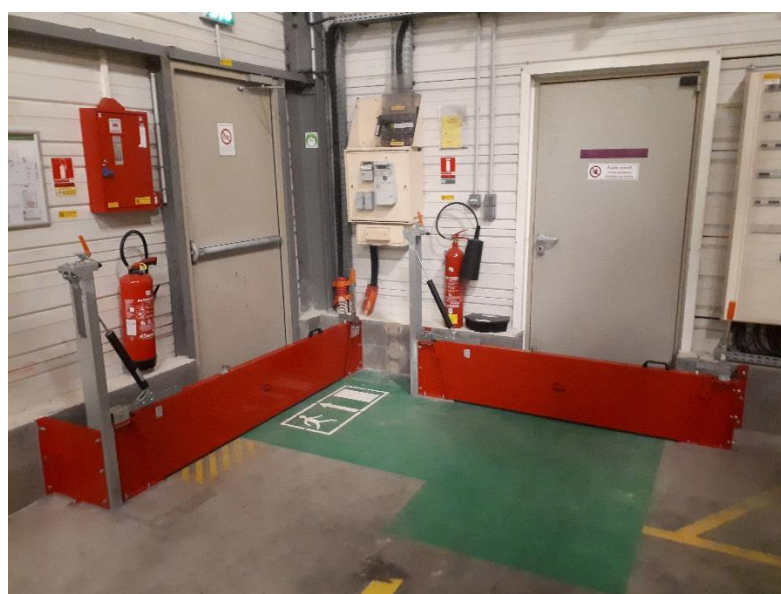
Les joints sont garantis 2 ans contre le vieillissement naturel.





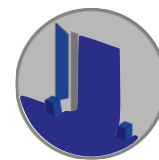
FT RET GATE IPM_v29032022
Page 6 / 7

Photos

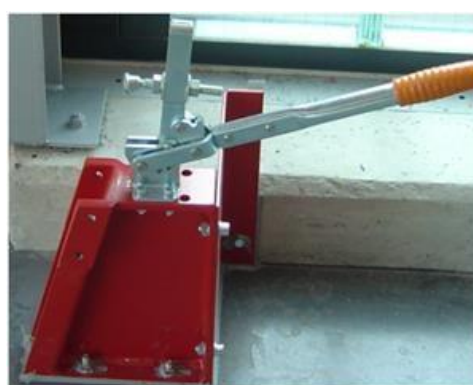


ESTHI

E.S.T.H.I - 27, rue Paul Verlaine - 69100 VILLEURBANNE - Tél. +33 (0)4 78 95 09 74 - www.esthifrance.com



FT RET GATE IPM_v29032022
Page 7 / 7



ESTHI

E.S.T.H.I - 27, rue Paul Verlaine - 69100 VILLEURBANNE - Tél. +33 (0)4 78 95 09 74 - www.esthifrance.com

ANNEXE 5

Note de calcul séparateur à hydrocarbures

DIMENSIONNEMENT DES SEPARATEURS A HYDROCARBURES

Cette note de calcul provient :

- de la norme NF EN 858-1 COMPIL sur les « installations de séparation de liquides légers (par exemples hydrocarbures) - partie 1 : principes pour la conception, les performances et les essais, le marquage et la maîtrise de la qualité » ;
- de la norme NF EN 858-2 sur les installations de séparation de liquides légers (par exemples hydrocarbures) - partie 2 : choix des tailles nominales, installation, service et entretien » ;

Types de déversement d'effluents

- | | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> | | <i>a : Traitement des eaux usées issues de la production et contaminées par des hydrocarbures</i> |
| <input type="checkbox"/> | | |
| <input type="checkbox"/> | | |
| b <input checked="" type="checkbox"/> | | <i>b : Traitement des eaux de pluie contaminées par des hydrocarbures provenant de zones imperméables</i> |
| <input type="checkbox"/> | | |

Classe de séparateur

Eau de pluie d'une station essence	<input type="checkbox"/>	
Eau de pluie des parkings découverts de voitures	<input checked="" type="checkbox"/>	S - I - P
Nettoyage du sol des ateliers avec agents nettoyants	<input type="checkbox"/>	
Nettoyage du sol des ateliers sans agents nettoyants	<input type="checkbox"/>	
Lavage manuel de véhicules	<input type="checkbox"/>	
Lavage de véhicules dans une installation de lavage	<input type="checkbox"/>	
Lavage de véhicules par nettoyage haute pression	<input type="checkbox"/>	
Lavage de surfaces des véhicules sans contamination par les hydrocarbures	<input type="checkbox"/>	
Lavage de véhicules (dégravolement et moteurs)	<input type="checkbox"/>	
Lavage de véhicules par self-service à haute pression	<input type="checkbox"/>	
Déversoir d'orage	<input checked="" type="checkbox"/>	

S : déboureur

I : séparateur de classe 1

II : séparateur de classe 2

P : colonne d'échantillonnage

Taille nominale du séparateur

facteur relatif à l'entrave selon la nature du déversement (fx) **0**

facteur relatif à la masse volumique des hydrocarbures concernés (fd)

- | | |
|----------------------------|-------------------------------------|
| Essence et gazole | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Huile lubrifiante (moteur) | <input type="checkbox"/> |
| Essence de Térébenthine | <input type="checkbox"/> |
| Huile de paraffine | <input type="checkbox"/> |

1

débit maximum des eaux usées de production en entrée du séparateur (QS)

Diamètre nominal (en mm)	DN 20
Nombre de robinets	3
Qs	2,7 l/s

Débit maximum des eaux de pluie en entrée du séparateur (QR)

Surface de collecte	1294 m²
Coefficient de ruissellement	1
Intensité pluviométrique	0,06 l/s.m²
QR	15,53 l/s

TAILLE NOMINALE DU SEPARATEUR CALCULEE **16 L/s**

TAILLE NOMINALE DU SEPARATEUR RETENUE **20 L/s**

Cuve garantie 20 ans
anti corrosion

DÉFINITION TECHNIQUE:

Un séparateur d'hydrocarbure est destiné à séparer et stocker les hydrocarbures libres contenus dans les eaux de ruissellement. La partie débourbeur de l'appareil permet de piéger les matières en suspension (sables, graviers...).

Ces séparateurs hydrocarbures by-pass muni d'un débourbeur conviennent parfaitement pour traiter les eaux provenant de parkings, voirie...

Rappel:

L'alarme de niveau des hydrocarbures est obligatoire en équipement complémentaire sauf dispense spéciale des autorités locales.

FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures est basé sur la séparation par différence de densité des polluants non solubles contenus dans les eaux de ruissellement.

Le système de by-pass situé au niveau de la boîte d'entrée permet de réguler le débit (traitement de 20% du débit admissible).

Le compartiment débourbeur permet de décanter et piéger les matières en suspension (>200µm).

Le système de coalescence grâce à sa grande surface spécifique permet de concentrer les hydrocarbures libres en favorisant leur collision. Les hydrocarbures remontent ensuite à la surface.

Le système d'obturation évite tout risque de relargage des hydrocarbures.

INSTALLATION

Se référer à la fiche technique P060.



AVANTAGES

- Conception conforme aux normes: - EN 858-1
- EN 858-2
- Cuve garantie 20 anti-corrosion
- Tenue en milieu salin
- Tenue en nappe jusqu'au fil d'eau de sortie
- Poids faible
- Manutention aisée
- Coalescence amovible et facilitant l'entretien
- Raccordements aisé
- Appareil tenu en stock

ENTRETIEN

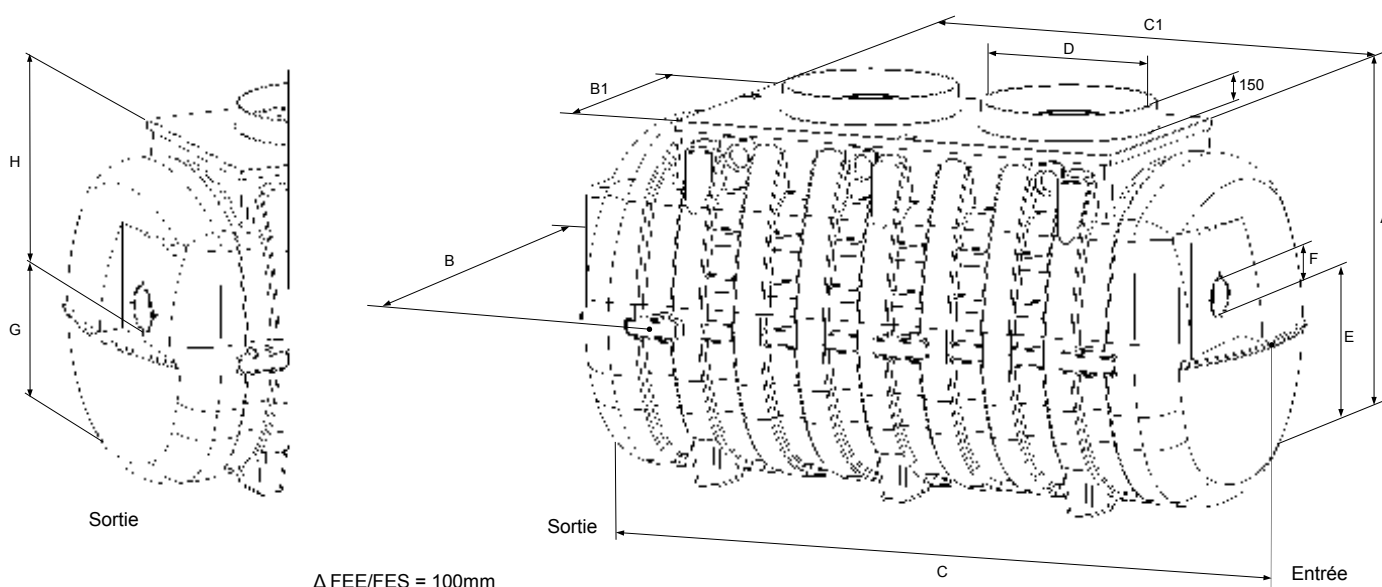
Veiller périodiquement à ce que la ventilation ne soit pas obstruée.

La fréquence de vidange doit être adaptée aux volumes de boues et d'hydrocarbures interceptés.

Il est recommandé de vidanger l'appareil lorsque les boues atteignent 50% du volume utile du débourbeur ou que les hydrocarbures occupent 80% de la capacité de rétention du séparateur (cf. NF P16-442)

Profiter de des vidanges pour nettoyer la coalescence ainsi que le système d'obturation.

Après chaque vidange, l'appareil doit être remis en eau. Il faut également vérifier que l'obturateur flotte.



Référence	Débit traité (l/s)	Débit admissible (l/s)	Nb amorces	A	B	B1	C	C1	D	E	F	G	H	Vol déboureur (litres)	Vol rétention hydrocarbures (litres)
SH2/6648/20/00	20	100	1	2030	1946	1330	2829	1532	950	1132	315	1032	998	2 074	377
SH2/6648/25/00	25	125	2	2030	1946	1330	3580	2301	750 / 950	1132	400	1032	998	2 521	499
SH2/6648/30/00	30	150	2	2030	1946	1330	3954	2676	950	1132	400	1032	998	3 027	559

Options :

ANH22/14320
ANH22/14506
SNB/14220

Alarme de niveau d'hydrocarbures à alimentation électrique secteur
Alarme de niveau d'hydrocarbures à alimentation par panneau solaire
Sonde de niveau de boues

ANNEXE 6

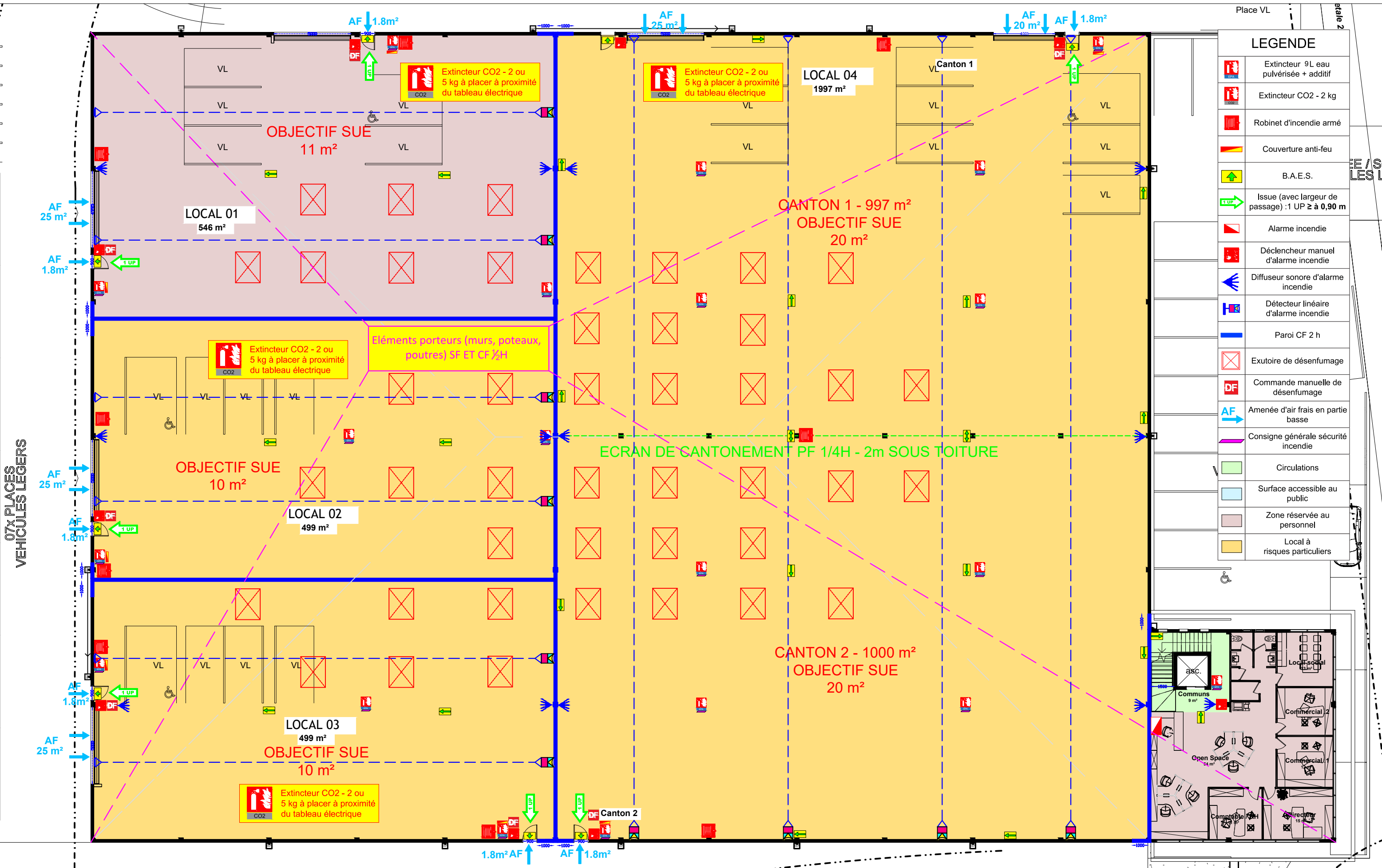
Note de calcul D9 - quantité d'eau d'extinction

DIMENSIONNEMENT DES BESOINS EN EAUX D'EXTINCTION			
Calcul D9 du volume d'eaux d'extinction			
ETABLISSEMENT : AGS - Cellule A Process : Archives DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE : Règle : Le dimensionnement des besoins en eau est basé sur l'extinction d'un feu limité à la surface maximale non recoupée, et non à l'embrassement généralisé du site. Sprinkleur : non Détection : - Installation d'une Détection Autonome Incendie généralisée Incendie : reportée 24H/24 7J/7 en télésurveillance.			
CRITERE	COEFFICIENTS ADDITIONNELS	COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL	COMMENTAIRES
		Activité	
HAUTEUR DE STOCKAGE ⁽¹⁾ - Jusqu'à 3 m - Jusqu'à 8 m - Jusqu'à 12m - Au-delà de 12m	0 0,1 0,2 0,3	0,1	
TYPE DE CONSTRUCTION (2) - ossature stable au feu ≥ 1 heure - ossature stable au feu ≥ 30 minutes - ossature stable au feu < 30 minutes	-0,1 0 0,1	0,1	
TYPES D'INTERVENTIONS INTERNES - accueil 24H/24 (présence permanente à l'entrée) - DAI généralisée reportée 24H/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24 H/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels. - service de sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24(*)	-0,1 -0,1 -0,3	-0,1	
Σ coefficients		0,1	
1+ Σ coefficients		1,1	
Surface de référence (S en m2)		1997	
Qi = 30 x S / 500 (1+ Σ coeff) ⁽³⁾		109	
Catégorie de risque ⁽⁴⁾ Risque 1 : Q1 = Qi x 1 Risque 2 : Q2 = Qi x 1,5 Risque 3 : Q3 = Qi x 2		163	
Risque sprinklé ⁽⁵⁾ : Q1, Q2 ou Q3 ÷ 2		non	
DEBIT BRUT REQUIS (Q en m3/h)		163	
Ajout Besoin en eau pour Locaux Annexes suivant Point 4.2 - 4ème alinéa de la D9		0	
DEBIT BRUT TOTAL (Q en m3/h)		163	
DEBIT REQUIS ^{(6) (7)} (Q en m3/h)		160	Arrondi au multiple de 30m3/h le plus proche
DEBIT RETENU (Q en m3/h)		160	
Débit disponible (Q en m3/h) : 2 Bornes incendie		120	A soustraire au débit retenu
Réserve d'eau à prévoir sur site (m3)		80	Besoin (Débit retenu - Débit disponible) x 2H
<p>⁽¹⁾ Sans autre précision, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage).</p> <p>⁽²⁾ Pour ce coefficient, ne pas tenir compte du sprinkleur.</p> <p>⁽³⁾ Qi : débit intermédiaire du calcul en m3/h.</p> <p>⁽⁴⁾ La catégorie de risque est fonction du classement des activités et stockages.</p> <p>⁽⁵⁾ Un risque est considéré comme sprinklé si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ; - installation entretenue et vérifiée régulièrement ; - installation en service en permanence. <p>⁽⁶⁾ Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m3/h.</p> <p>⁽⁷⁾ La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression (cf. § 5 alinéa 5 des règles D9) doit être distribuée par des hydrants situés à moins de 100 m des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 m maximum.</p> <p>* Si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte celui de l'accueil 24h/24.</p>			

DIMENSIONNEMENT DES BESOINS EN EAUX D'EXTINCTION			
Calcul D9 du volume d'eaux d'extinction			
ETABLISSEMENT : AGS - Cellule B Process : Archives DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE : Règle : Le dimensionnement des besoins en eau est basé sur l'extinction d'un feu limité à la surface maximale non recoupée, et non à l'embrassement généralisé du site. Sprinkleur : non Détection : - Installation d'une Détection Autonome Incendie généralisée Incendie : reportée 24H/24 7J/7 en télésurveillance.			
CRITERE	COEFFICIENTS ADDITIONNELS	COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL	COMMENTAIRES
		Activité	
HAUTEUR DE STOCKAGE ⁽¹⁾ - Jusqu'à 3 m - Jusqu'à 8 m - Jusqu'à 12m - Au-delà de 12m	0 0,1 0,2 0,3	0,1	
TYPE DE CONSTRUCTION (2) - ossature stable au feu ≥ 1 heure - ossature stable au feu ≥ 30 minutes - ossature stable au feu < 30 minutes	-0,1 0 0,1	0,1	
TYPES D'INTERVENTIONS INTERNES - accueil 24H/24 (présence permanente à l'entrée) - DAI généralisée reportée 24H/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24 H/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels. - service de sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24(*)	-0,1 -0,1 -0,3	-0,1	
Σ coefficients		0,1	
1+ Σ coefficients		1,1	
Surface de référence (S en m2)		1544	
Qi = 30 x S / 500 (1+ Σ coeff) ⁽³⁾		84	
Catégorie de risque ⁽⁴⁾ Risque 1 : Q1 = Qi x 1 Risque 2 : Q2 = Qi x 1,5 Risque 3 : Q3 = Qi x 2		126	
Risque sprinklé ⁽⁵⁾ : Q1,Q2 ou Q3 ÷ 2		non	
DEBIT BRUT REQUIS (Q en m3/h)		126	
Ajout Besoin en eau pour Locaux Annexes suivant Point 4.2 - 4ème alinéa de la D9		0	
DEBIT BRUT TOTAL (Q en m3/h)		126	
DEBIT REQUIS ^{(6) (7)} (Q en m3/h)		120	Arrondi au multiple de 30m3/h le plus proche
DEBIT RETENU (Q en m3/h)		120	
Débit disponible (Q en m3/h) : 2 Bornes incendie		120	A soustraire au débit retenu
Réserve d'eau à prévoir sur site (m3)		0	Besoin (Débit retenu - Débit disponible) x 2H
⁽¹⁾ Sans autre précision, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage). ⁽²⁾ Pour ce coefficient, ne pas tenir compte du sprinkleur. ⁽³⁾ Qi : débit intermédiaire du calcul en m3/h. ⁽⁴⁾ La catégorie de risque est fonction du classement des activités et stockages. ⁽⁵⁾ Un risque est considéré comme sprinklé si : - protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ; - installation entretenue et vérifiée régulièrement ; - installation en service en permanence. ⁽⁶⁾ Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m3/h. ⁽⁷⁾ La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression (cf. § 5 alinéa 5 des règles D9) doit être distribuée par des hydrants situés à moins de 100 m des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 m maximum. * Si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte celui de l'accueil 24h/24.			

ANNEXE 7

Plan des moyens de lutte contre l'incendie



LEGENDE

	Extincteur 9L eau pulvérisée + additif
	Extincteur CO2 - 2 kg
	Robinet d'incendie armé
	Couverture anti-feu
	B.A.E.S.
	Issue (avec largeur de passage) : 1 UP ≥ à 0,90 m
	Alarme incendie
	Déclencheur manuel d'alarme incendie
	Diffuseur sonore d'alarme incendie
	Détecteur linéaire d'alarme incendie
	Paroi CF 2 h
	Exutoire de désenfumage
	Commande manuelle de désenfumage
	Amenée d'air frais en partie basse
	Consigne générale sécurité incendie
	Circulations
	Surface accessible au public
	Zone réservée au personnel
	Local à risques particuliers